

By

**EWAG.**

AVRIL 2025 N° 135

## ASSURANCE

5 bonnes pratiques pour déclarer un sinistre

## HOMMAGE

Auxence Contout  
“Le dòkò des traditions gyanaises”

## EUROPE

Un cap vers l'égalité ?

**Éric Donate**

responsable  
d'exploitation  
Auto-Discount  
Guyane

**Franck Plancy**

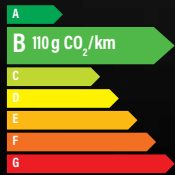
superviseur  
d'agence

« NOUS VOULONS GARANTIR LA MOBILITÉ DES ENTREPRISES ET PARTICULIERS »

## DOSSIER

## ÉCONOMIE VERTE

ZOOM SUR UNE  
GÉNÉRATION ENGAGÉE



Modèle présenté : 1.2 essence IBRIDA e-DCT6 136 ch110 - Consommation mixte WLTP (l/100 km): 4,8-4,9 ; Émissions de CO<sub>2</sub> WL TP (g/km): 110-109 - Visuel non contractuel

## NOUVELLE ALFA ROMEO JUNIOR ÉMOTION SPORTIVE

À DÉCOUVRIR CHEZ SOMASCO L'ANNEXE,  
ZI COLLERY OUEST À CAYENNE - 0694 44 01 61 - 0694 43 23 27  
1430 AVENUE GASTON MONNERVILLE À SAINT-LAURENT-DU-MARONI - 0594 27 64 65

 | [www.alfaromeo.gf](http://www.alfaromeo.gf)

**SOMASCO**  
L'ANNEXE



Pensez à covoiturer. #SeDéplacerMoinsPolluer

# Battre la chamade

« [...] il faudra des réformes, des choix, du courage », a déclaré, l'air grave, Emmanuel Macron, lors de l'adresse aux Français du 5 mars dernier. À l'heure où le réarmement de la France annonce les soubresauts du passage à une économie de guerre, une nouvelle ère se dessine sous nos yeux. L'Europe est sur ses gardes, craignant l'explosion.

La rédaction a fait le choix d'écrire un autre scénario, en braquant son regard sur un avenir plus radieux. À contre-courant de l'actualité, notre dossier interroge les choix et le courage d'une génération engagée pour la protection de l'environnement. Un choix assumé, bien au-delà de simples responsabilités professionnelles ; un engagement chevillé au corps et le courage, parfois, de défendre leurs positions contre les plus réticents.

Les choix, l'engagement et le courage sont aussi ceux du réalisateur Nelson Foix, pour qui la route a été longue pour faire de son court métrage *Ti moun aw*, le sensationnel *Zion*. C'est le cœur battant que l'on a suivi la folle épopée de Chris, et que nous vous avons tendu le micro à l'issue de la projection.

La philosophe Cynthia Fleury, invitée en radio, le 25 mars dernier, à l'occasion de la première édition des rencontres philosophiques organisées dans plusieurs lycées, aux Antilles et en Guyane, répondait à la question de la place de l'humain à notre époque. Une place centrale, mais fragilisée par les bouleversements de notre société où, « chacun se regarde en train de faire plutôt que de se dire qu'est-ce que ma vie ? ». Face à ce constat, la philosophie « qui se loge dans cette différence entre le simulacre, le réel, la réalité sociale, tout à coup, fait advenir des nouveaux possibles en libérant l'aptitude à penser des hommes ».

Faire advenir de nouveaux possibles... Ici et maintenant.

**Mathieu Rached et Floriane Jean-Gilles**

Rédacteurs en chef  
Guadeloupe Martinique Guyane



L'avant  
première de  
ZION

# édito



Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadinMag** et **SoualiMag** sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos magazines sur [www.ewag.fr](http://www.ewag.fr)  
Pour nous envoyer un mail : [prenomnom@ewag.fr](mailto:prenomnom@ewag.fr)

**Directeur de publication**  
Laurent Nesty

**Directrice de la diffusion**  
Audrey Barty (0696 28 84 79)

**Directrice de la stratégie commerciale**  
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

**Directeur du développement**  
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

**Directeur Guyane**  
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

**RÉDACTION**  
**Rédacteurs en chef**  
Mathieu Rached – Floriane Jean-Gilles

**Coordination**  
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

**Rédacteurs**  
Adeline Louault - Alix Delmas  
Colette Coursaget - Laetitia Juraver  
Laurie-Anne Antoine  
Marie Ozier-Lafontaine  
Sarah Balay - Sandrine Chopot  
Thomas Thurar

**Secrétaire de rédaction**  
Chantal Bigay

**Photographes**  
Jean-Albert Coopmann  
Lou Denim - Mathieu Delmer

**Photo couverture**  
Mathieu Delmer

**Design graphique**  
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)  
Jessica Schwaller (0696 74 00 22)

**AGENCES**  
**Martinique**  
Émilie Valérius (0696 81 60 43)  
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

**Guadeloupe**  
Audrey Béral (0690 27 82 22)  
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

**Assistante commerciale**  
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

**Guyane**  
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

**DIFFUSION**  
**Brand content manager**  
Anouck Talban

**Cheffe de projet contenu & social media manager**  
Léo Vignocan (0696 28 75 26)

**Community manager (alternance)**  
Noémie Marlet

**VIDÉO**  
**Directeur du pôle vidéo**  
Robin Lelièvre (0690 34 90 01)

**JRI**  
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)  
Sariatha Boulard (0696 28 84 87)

**DISTRIBUTION**  
**Guyamag** : Iguanacom (0694 26 55 61)  
**Karumag** : BD Locations (0690 80 15 99)  
**Madinmag** : M.C.P. (0696 78 36 58)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les documents remis.

Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conforme à la norme imprim'vert.



**EWAG GUADELOUPE - SIÈGE**  
Rue H.Becquerel - BP2174  
97195 Jarry Cedex  
0590 41 91 33

**EWAG GUYANE**  
5 Chemin Grant  
Lotissement Montjoyeux  
97300 Cayenne  
0694 26 55 61

**EWAG MARTINIQUE**  
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest Hemingway, ZAC Etang Z'abricot,  
97200 Fort-de-France  
0596 30 14 14

Elles ont contribué à ce numéro



**Emilie Valérius**  
Directrice commerciale



**Noémie Marlet**  
Alternante / Community management & création de contenu



**Marie Ozier-Lafontaine**  
Rédactrice

# GUYANE

## PORT

L'Europe au carrefour des Amériques



PLUS D'1 MILLION DE TONNES DE MARCHANDISES TRAITÉES EN 2024

## CRÉER UN MODÈLE PORTUAIRE DURABLE!

### MODERNISATION PORTUAIRE

Extension des terminaux, acquisition et aménagement de foncier.  
Manutention : installation de 2 grues de quai électriques flèches-fléchettes sur rails.  
Sécurité énergétique, mise à niveau sûreté, digitalisation de l'offre de services portuaires.

### PROJET STRATÉGIQUE 2024-2028

Pour la Guyane, une plateforme portuaire performante, durable et résiliente.  
Senk lannen pou nou paré.  
Approuvé le 18/09/2024 - 70M€ d'investissements programmés.

### POSTE DE CONTRÔLE FRONTALIER

Point d'Entrée Européen pleinement opérationnel depuis le 2/12/2024.  
Contrôle sanitaire et phytosanitaire des végétaux et produits végétaux de toutes origines ; des produits d'origine animale (pour l'alimentation humaine et non humaine) des pays tiers (Suriname, Brésil...).



### COOPÉRATION INTERPORTUAIRE

Conférence des ports du Plateau des Guyanes (Guyane, Suriname, Brésil (Amapá et Pará)).  
Interamericas Gate Boost : observatoire de la data interportuaire.  
Port Sec (plateforme logistique) à Saint-Georges de l'Oyapock. [projet]  
Cabotage fluvio-maritime du Plateau des Guyanes à la Caraïbe. [projet]



Pont sur l'Oyapock

©R.Lietar

## GRAND PORT MARITIME DE LA GUYANE

Zone de Dégrad des Cannes • 97354 Rémire-Montjoly • 0594 29 96 60

[grand-port-maritime-de-la-guyane](http://grand-port-maritime-de-la-guyane) • [www.portdeguyane.fr](http://www.portdeguyane.fr) • [gpm@portdeguyane.fr](mailto:gpm@portdeguyane.fr)







### À LA UNE

8/ **Auto discount.** Une mobilité simple, locale, accessible à tous !

### TERRITOIRES

12/ Outre-Mer et droits humains : un cap vers l'égalité ?

14/ Image du mois

16/ Brèves

18/ **“Que cherchez-vous ?”** « Diminuer la population de moustiques porteurs de maladies »

22/ **UNICEF.** Défendre les droits des enfants guyanais

### ENTREPRISES

24/ **Carrière d'Ultramarin.** Rêver grand, agir fort

26/ **HSM.** Le nouveau showroom d'une maison historique

### DOSSIER

// **Antilles-Guyane : l'écologie au cœur d'une transformation locale**

30/ Dossier de la rédaction

42/ **CACL.** Une transition en marche

44/ **Voltalia.** Un hot spot de la transition énergétique

### EXPERTISE

46/ « Mieux s'organiser ce n'est pas seulement gagner du temps, c'est reprendre les commandes »

48/ **Syndicat National de la Banque.**

« Notre atout, c'est d'avoir une proximité en ruralité »

50/ **Crédit Mutuel.** Pourquoi s'intéresser à l'épargne salariale ?

52/ **CAAG.** 5 bonnes pratiques pour déclarer un sinistre !

54/ **Bonfilon.info.** Et si on remplaçait la lettre de motivation par... ?

56/ Chômage des séniors, la nouvelle donne

### LIFESTYLE

58/ Préserver le souvenir

60/ Littérature

61/ Instant déco avec Chloé Lasserre

62/ 45 minutes (ou presque) pour mieux comprendre... la pensée décoloniale

63/ En balade avec Ludovic Louis

64/ **Ewag buzz :** ce qu'il ne fallait pas louper



# UNE MOBILITÉ SIMPLE, LOCALE, ACCESSIBLE À TOUS !

**En 25 ans, Auto-Discount** a réussi à s'imposer comme la référence incontournable de la location de véhicules et utilitaires à destination des entreprises et particuliers aux Antilles-Guyane. Le point avec **Éric Donate**, responsable d'exploitation Auto-Discount Guyane.

*Texte Sandrine Chopot - photos Jean-Albert Coopmann*

**En déployant, il y a un an, une agence en Guyane, l'enseigne Auto-Discount veut participer à « la continuité territoriale ». Expliquez-nous.**

**Éric Donate :** En effet, l'agence de Guyane a ouvert ses portes en janvier 2023. Et notre implantation s'inscrit dans une logique claire : offrir une mobilité accessible et de qualité à tous et sur l'ensemble du territoire. En nous installant en Guyane, nous avons souhaité renforcer la continuité territoriale, avec une même exigence de service, les mêmes offres et le même engagement local qu'en Martinique, en Guadeloupe ou à Saint-Martin. Aujourd'hui, notre ambition est de devenir l'acteur référent de la mobilité en Guyane, sur tous les usages, quotidiens, professionnels, et de loisir.

Point d'orgue de la proximité avec la clientèle, notre agence a fait le choix de s'installer à Matoury à proximité de l'aéroport. Elle est composée de deux agents de comptoir, d'un superviseur de comptoir et moi-même qui suis en charge du développement de la marque sur l'ensemble de la Guyane.

**Comment vous positionnez-vous commercialement, quels sont vos atouts ?**

Que ce soit pour les entreprises ou les particuliers, notre force est d'avoir réussi à construire une offre complète, transparente, personnalisée, à des prix très attractifs, qui tient compte de la réalité économique du territoire.

Notre flotte est composée uniquement de véhicules récents proposant une diversité de modèles, allant de la Fiat Panda au minibus 9 places, en passant par le camion benne de 12 m<sup>3</sup>, très bien entretenus, avec des formules tout compris : assurance, entretien, assistance. Notre parc automobile, riche de plus de 200 véhicules, nous permet de proposer à nos clients des véhicules de remplacement en cas de problème. Le client n'a donc rien à gérer.

Enfin, notre ancrage local est un de nos atouts. Nos équipes vivent ici, connaissent les besoins spécifiques du territoire et sont en mesure d'apporter une réponse rapide et personnalisée auprès des entreprises et des particuliers.

**Justement, quelle offre proposez-vous aux entreprises ?**

Nous accompagnons les entreprises, les artisans, dans leur mobilité, avec des solutions sur mesure : la location courte durée pour une mission ponctuelle, un besoin temporaire avec un maximum d'un mois ; la location moyenne durée de 1 à 11 mois, idéale pour des personnes en CDD, intérimaires ou encore pour des pics d'activité ; la location longue durée (LLD) pour un véhicule de fonction, une gestion de flotte avec tous les services inclus.

Nous développons également des formules par abonnement flexible, permettant de rouler tout en maîtrisant son budget.



*Christian Gratien, préparateur automobile et Éric Donate, responsable d'exploitation Auto-Discount Guyane.*

## AUTO-DISCOUNT EN CHIFFRES

- **+ 3 500** véhicules en flotte active
- **4 territoires couverts :** Martinique, Guadeloupe, Guyane, Saint-Martin
- **9** agences physiques + **2** agences en Guadeloupe dédiées aux véhicules d'occasion (VO)
- **+ 120** collaborateurs, **100 %** basés aux Antilles-Guyane
- Taux de satisfaction client : **93 %**

**Vous considérez-vous comme un acteur engagé dans le développement du territoire ?**

Absolument. La Guyane fait face à une croissance démographique forte. Notre ancrage territorial est profond et structurant. Nous ne nous contentons pas de desservir un territoire, nous y contribuons activement. Nous avons mis en place des partenariats

économiques forts avec les acteurs du tourisme, les organisations socio-professionnelles, les entreprises et les artisans. Aux Antilles, près de 700 artisans développent leur activité grâce à nos offres de mobilité. Auto-Discount est un levier d'autonomie et de croissance locale. Nous espérons pouvoir offrir les mêmes opportunités en Guyane, où nous commençons à tisser des liens tout aussi forts avec les acteurs économiques de l'ensemble du territoire.

**Quid de la transition écologique des territoires, comment abordez-vous ce sujet en tant que loueur de véhicules ?**

C'est un enjeu essentiel. Nous avons des normes de CO2 les plus basses du marché et ceci pour tout type de véhicule. Nous avons commencé à intégrer des véhicules hybrides et électriques dans notre flotte. Mais nous allons encore plus loin. En effet, notre modèle LLD, par exemple, favorise un entretien optimal et une rotation régulière des véhicules, ce qui réduit leur impact environnemental. Nous travaillons aussi à sensibiliser nos clients à une conduite plus responsable.



### La digitalisation est un de vos points forts ?

Nous poursuivons notre transformation digitale. L'objectif étant de proposer une expérience 100 % fluide et « sans papier », de la réservation à la restitution du véhicule. Pour les particuliers, notre site internet sécurisé permet de réserver rapidement et en toute simplicité un véhicule. Nos outils de location sont à la pointe de la technologie, les véhicules sont contrôlés par tablette tactile, photographiés avant le départ du véhicule et à son retour.

## NOUVEAUTÉS

### UNE CAUTION FACILITÉE

Auto-Discount propose à ses clients une solution de caution appelée Swikly, au prix de 30 €, qui permet de bloquer 1 € sur son compte bancaire au lieu de 900 €, et « permet au client de ne pas avoir d'impact sur le plafond de sa carte bancaire ».

### UN PAIEMENT ÉCHELONNÉ

Que ce soit pour une location de courte durée ou une formule longue durée, il est désormais possible de régler en 3 ou 4 fois, pour des montants allant de 50 à 3 000 euros. Ce service, tout juste lancé, vient renforcer la volonté d'Auto-Discount de simplifier la mobilité pour tous, en s'adaptant aux réalités budgétaires de chacun.

### Auto-Discount, c'est avant tout une famille ?

Oui, et c'est ce qui fait notre différence. Le travail d'équipe est la clé de notre réussite. Nous sommes une entreprise familiale, à taille humaine, qui met l'accent sur la proximité, l'écoute et le respect. Nos équipes passionnées partagent une vraie culture de service et de solidarité. Nos clients ne sont pas des numéros, on les appelle par leur prénom, on connaît leurs habitudes, et ça change tout !

Chez Auto-Discount, on ne loue pas juste des voitures et des utilitaires, on propose de la mobilité simple, locale, accessible à tous, pour que chacun puisse bouger, travailler, profiter, en toute confiance !

### Quelle est votre stratégie en matière de recrutement ?

Notre priorité, c'est de faire grandir nos talents localement. En un an d'activité, un collaborateur est passé d'agent de comptoir à superviseur de comptoir.

Nous favorisons les recrutements de proximité et misons sur la formation continue pour faire monter en compétences nos équipes. Nous croyons à la promotion interne, et c'est une vraie fierté de voir des collaborateurs progresser avec nous, parfois depuis plus de 10 ans !

### Des perspectives d'avenir ?

Oui, notre développement en Guyane continue. Nous prévoyons l'ouverture d'une nouvelle agence à l'ouest de Cayenne, pour être encore plus proches de nos clients. Nous réfléchissons aussi à l'intégration de nouveaux services digitaux (application, réservation simplifiée, assistance en ligne, etc.) afin d'améliorer encore l'expérience client. C'est un superbe challenge que nous comptons relever avec brio !

## PRIX COMPÉTITIFS

**75€** LE WEEK-END COMPLET.

**399€/MOIS**,  
SANS APPORT ET SERVICES INCLUS  
POUR UNE FORMULE LLD

## 5 DATES CLÉS

- **1999** : CRÉATION D'AUTO DISCOUNT LOCATION EN GUADELOUPE
- **2005** : OUVERTURE D'AUTO DISCOUNT LOCATION EN MARTINIQUE
- **2015** : CRÉATION DE L'ACTIVITÉ UTILITAIRE
- **2017** : OUVERTURE D'AUTO DISCOUNT LOCATION À SAINT-MARTIN
- **2022** : CRÉATION DE L'ACTIVITÉ LONGUE DURÉE
- **2023** : OUVERTURE D'AUTO DISCOUNT LOCATION EN GUYANE

Avec le paiement en **4x**

**PLUS BESOIN DE VOUS PLIER EN 4  
POUR LOUER UN VÉHICULE.**



☎ **0694 480 831**

Les mêmes véhicules que nos concurrents,  
le prix en moins. **À VOUS DE CHOISIR !**



# OUTRE-MER ET DROITS HUMAINS : UN CAP VERS L'ÉGALITÉ ?

Depuis 2023, l'association Kimbé Rèd FWI se bat pour l'application de la Charte sociale européenne aux territoires ultramarins. Un combat qui pourrait changer l'Histoire.

Texte Sarah Balay

Difficultés d'accès à l'eau potable, pollution au chlordécone, vie chère sont autant d'enjeux spécifiques à nos territoires qui pourraient être davantage pris en compte si la Charte sociale européenne, adoptée en 1961, et ratifiée par la France en 1973, leur était appliquée.

Cette charte est un traité international des droits humains et sociaux (travail, protection sociale, éducation, santé, logement, eau, électricité, protection contre la pauvreté...). « Ce texte permet d'augmenter la protection des droits humains dans ces domaines par différents mécanismes », explique Sabrina Cajoly, juriste, experte en droit international des droits humains et fondatrice de Kimbé Rèd - French West Indies (F.W.I.). « Son garant, le Comité européen des droits sociaux (CEDS), veille à son application par deux moyens : un contrôle quasiment permanent via des rapports que la France doit soumettre pour justifier sa mise en œuvre de la Charte et un mécanisme de plaintes collectives. » Problème : la France n'a jamais fait la déclaration qui permet d'inclure les territoires français dits d'Outre-Mer alors « qu'une ligne seulement au Conseil de l'Europe suffit ». Pire : elle s'y est officiellement opposée le 15 mai 2024.

Résultats : « Depuis 50 ans, ces territoires ne sont pas couverts dans les rapports périodiques de la France sur les droits économiques et sociaux et n'ont jamais bénéficié d'une plainte collective devant le CEDS du Conseil de l'Europe », poursuit la juriste.

Dans sa déclaration du 27 septembre 2024, la Commission nationale constitutive des droits de l'Homme (CNC DH) a indiqué que cette exclusion était « contraire à la constitution française et au droit international et européen des droits humains et constitutive d'une clause coloniale inacceptable de nos jours ».

## SOLUTIONS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

La donne pourrait toutefois changer ces prochains mois grâce au combat mené depuis 2023, par l'association Kimbé Rèd, portée par Sabrina Cajoly. Une lutte sans relâche pour que les droits humains soient respectés en Outre-mer : courriers officiels, lettres ouvertes (la dernière a été adressée à Manuel Valls, ministre des Outre-mer, lors de sa visite officielle aux Antilles, du 14 au 19 mars 2025), saisine des Nations Unies, question écrite au gouvernement par le député guadeloupéen Eli Califer, lancement de la pétition Tous humains avec plus de 3 000 signatures, audition devant la délégation aux Outre-Mer de l'Assemblée nationale le 19 février 2025 encourageant députés et sénateurs à interpeller le gouvernement. En décembre 2024, Sabrina Cajoly parvient même à être reçue par les autorités françaises et reçoit le soutien d'Isabelle Rome, ambassadrice aux Droits de l'Homme au sein du ministère des Affaires étrangères.

L'adhésion des territoires ultramarins à la Charte sociale entraînerait, dans un premier temps, la recevabilité d'une réclamation collective portée par Kimbé Rèd depuis mars 2024 et appuyée par la FIDH\* concernant l'eau potable en Guadeloupe et le chlordécone aux Antilles. « Si nous obtenons gain de cause, cela pourrait déboucher sur des solutions favorables dans tous les domaines économiques et sociaux et dans tous les Outre-mer. »

## UN LEVIER SUPPLÉMENTAIRE

« Pour la protection de l'environnement et contre la vie chère, mais aussi pour des réparations, des compensations et des indemnités pour toutes les victimes de la pollution au chlordécone et du manque d'accès à l'eau potable », poursuit Sabrina Cajoly.

En effet, même si la France ne reconnaît pas officiellement de caractère contraignant aux décisions, du CEDS, le Conseil de l'Europe rappelle que les États ont une obligation de « bonne foi » – un principe de droit essentiel – d'appliquer les décisions du CEDS dans la mesure où la Charte et le Protocole de réclamations collectives sont eux, tous deux, des traités contraignants et supérieurs à nos lois. Pour s'en assurer, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe est d'ailleurs chargé de vérifier annuellement l'application effective des décisions du CEDS, comme il le fait pour les arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH). « De plus, sans obligation formelle, certains pays coopèrent souvent plus facilement », souligne la fondatrice de Kimbé Rèd. « Et en pratique, la France y est sensible : par exemple, condamnée par le CEDS en matière de handicap en 2023, la France a immédiatement pris une série de mesures politiques, débloqué des budgets supplémentaires, et mis un point d'honneur à promouvoir les Jeux paralympiques, en 2024. De plus, pour la société civile, ces décisions représentent un levier supplémentaire : en cas de manquement, des actions en justice peuvent être engagées devant les juridictions françaises, donnant ainsi du poids à la démarche. » À suivre.

\*FIDH : fédération internationale pour les droits humains.

*\*Le 31 mars 2025, le CEDS du Conseil de l'Europe a déclaré irrecevable la réclamation collective contre la France au motif qu'elle n'a pas fait la déclaration nécessaire pour inclure les Outre-mer dans la Charte sociale européenne. Les trois organisations signataires (Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), Ligue des droits de l'Homme (LDH) et Kimbé Rèd F.W.I) enjoignent le gouvernement français de prononcer immédiatement l'extension de la Charte à ses territoires dits « d'Outre-mer » et demandent des mesures immédiates pour soulager la population face aux coupures d'eau dans l'attente de politiques publiques à la hauteur des enjeux.*

## Première réclamation collective sur l'eau potable en Guadeloupe et le chlordécone aux Antilles

Même avec toute la bonne volonté et les ressources nécessaires, la situation de l'accès à l'eau potable, en Guadeloupe, ne peut pas se résoudre rapidement. Dans sa réclamation collective de mars 2024, adressée au Comité européen des droits sociaux, Kimbé Rèd, demande à ce que soient prises des mesures d'urgence immédiates pour s'assurer d'une continuité de l'accès à l'eau potable dans l'attente de solutions durables : distribution de bonbonnes, de citernes tampon, de citernes de récupération d'eau pluie, de fontaines domestiques, sans oublier l'allègement ou l'annulation des factures, l'information en temps réel des coupures et des pollutions prolongées de l'eau et la traçabilité du chlordécone dans l'alimentation. Pour renforcer sa démarche, Kimbé Rèd s'est également tournée vers les Nations unies. En deux ans, plus de 70 experts ont émis, à de nombreuses reprises, des recommandations à destination de l'État français, lui demandant d'assumer ses responsabilités et de mettre en place des mesures d'urgence, mais aussi d'apporter des réparations (telles que la dépollution de l'environnement) et des indemnités à toutes les victimes – au sens le plus large possible, y compris les femmes et les enfants notamment – tant du défaut d'accès à l'eau potable que de l'empoisonnement au chlordécone.



# UNE BOUTEILLE À LA MER

Tout reste à faire ? Sans doute, à en croire les politiques, scientifiques et personnalités associatives qui sont intervenus, fin mars, au sommet SOS Océan à Paris. Deux mois avant la prochaine Conférence des Nations unies pour l'Océan qui se tiendra en juin à Nice, il s'agissait de mobiliser les esprits, donner les grandes lignes et sans doute aussi se convaincre que les pays du monde entier parviendront à préserver le plus grand écosystème de la planète. Rappelées par Emmanuel Macron, plusieurs batailles sont au cœur des discussions : un moratoire sur l'exploitation des grands fonds marins, la fin de la pêche illégale, la ratification par 60 pays du rapport de l'ONU sur « la conservation et l'utilisation durable » de la haute mer, la protection de 30 % des océans (8,5 % actuellement). Du 3 au 6 juin, 2 000 scientifiques d'une centaine de pays poseront les termes pour convaincre, à nouveau, les chefs d'État de protéger le bien commun : des océans « qui absorbent plus de 90 % de la chaleur générée par les activités humaines et génèrent près de la moitié de l'oxygène que nous respirons\* ».

*\*mer.gouv.fr*

SOS OCEAN



**2,1 MILLIONS**  
C'EST LE NOMBRE DE  
PASSAGERS COMPTABILISÉS  
EN 2024 PAR L'AÉROPORT  
DE GUADELOUPE-MARYSE  
CONDÉ. UN CHIFFRE STABLE  
PAR RAPPORT À 2023.



© AIR CARAÏBES

ANTILLES

## Reconnais- sance et performance

Dans le prestigieux palmarès World best airlines awards 2025, Air Caraïbes se place à la 16e position au niveau mondial et 1re compagnie française. Le classement des 25 meilleures compagnies aériennes repose sur des critères rigoureux tels que la sécurité, la ponctualité et la conformité réglementaire, mais aussi sur des aspects plus subjectifs comme les avis de passagers, la qualité du service client et le confort à bord. Air France se situe à 21e place, Air Câlin (Pacifique) à la 23e place et Air Mauritius à la 24e.



© Tecnam

GUADELOUPE

## MARIE-GALANTE, VUE DU CIEL

Depuis quelques semaines, une nouvelle ligne aérienne, Air Inter Îles, relie la Guadeloupe à l'île de Marie-Galante. Au programme : trois rotations hebdomadaires à bord d'un avion Tecnam P2012 d'une capacité de neuf passagers pour 20 minutes de vol. Rapide et efficace.



© gettyimages

OUTRE-MER

## ACTIONS CONTRE LA VIE CHÈRE

Début mars, le Sénat a adopté plusieurs mesures pour encourager la concurrence et lutter contre l'opacité sur les prix. Il s'agit d'une proposition de loi du sénateur socialiste Victorin Lurel, ancien ministre des Outre-mer. Il s'agit, par exemple, d'obliger les dirigeants d'entreprise défaillants à déposer les comptes de leurs sociétés ou encore d'approuver le lancement d'un dispositif expérimental visant à plafonner les marges arrière, ristournes appliquées par un fournisseur à son distributeur à l'issue d'un exercice comptable. Il est aussi question de réduire les seuils à partir desquels les opérations de « concentrations d'entreprises » doivent être déclarées à l'Autorité de la concurrence. Pour être adopté, le texte socialiste devra ensuite être soumis à l'examen de l'Assemblée nationale.



ANTILLES

## Des baleines sinon rien

Une mission de géophysique marine, pilotée par l'université des Antilles et le CNRS, devait commencer mi-mars pour explorer l'arc antillais et les eaux territoriales de plusieurs pays en vue d'une évaluation du risque sismique. Une juge des référés du tribunal administratif de Fort-de-France a suspendu cette campagne, à la suite d'un dépôt de plainte d'associations environnementales, en raison de risques pour les baleines à bosse et les cachalots.

MAYOTTE

## ART FÉMININ

Le Debaa de Mayotte, pratique artistique et spirituelle, alliant poésie, danse, chant et musique, majoritairement pratiqué par des femmes, a été inscrit au patrimoine culturel immatériel national.



© kamandjati



© Andrew Caballero-Reynolds

MARTINIQUE

## Au cœur de la Caraïbe

La Martinique est officiellement adhérente à la CARICOM, communauté des Caraïbes. Une adhésion qui ouvre la voie à de nouvelles opportunités en matière d'échanges commerciaux, de mobilité, de coopération culturelle et patrimoniale ainsi que de stratégies environnementales et climatiques communes.

## Il a dit

« Pendant des années, j'ai réfléchi à comment organiser un tournoi. Et c'est en partie grâce aux Jeux de Paris que j'ai trouvé les idées. J'ai imaginé comment j'avais envie de le voir, avec de la musique, du spectacle, des challenges... Paris, c'est vrai que c'était x10 par rapport à tout ce que j'ai reçu comme amour pendant toute ma carrière. Et en fait, c'était ma manière autour d'un événement de redonner et de faire kiffer tous ces gens qui m'ont toujours accompagné. »

**Teddy Riner**, quintuple champion olympique de judo guadeloupéen, à l'AFP pour évoquer la Riner Cup, sa propre compétition de judo organisée les 5 et 6 avril, à Asnières, dans les Hauts-de-Seine.



© LeParisien



Doctorants et chercheurs

# “Que **cherchez-VOUS** ?”

Réponses courtes et précises des jeunes chercheurs et docteurs de l'université des Antilles-Guyane.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

**Yolène Duchaudé**

## « Diminuer la population de moustiques porteurs de maladies »

### Quel est l'intitulé de votre thèse ?

Ma thèse s'intitule : « Développement de méthodes alternatives et innovantes de lutte contre la transmission vectorielle à partir de la flore guadeloupéenne ». Elle est dirigée par Dr Gerardo Cebrian-Torrejón (HDR), Dr Anubis Vega-rúa (HDR) et Dr Muriel Sylvestre, et affiliée au laboratoire COVACHIM-M2E de l'Université des Antilles et au laboratoire des maladies vectorielles de l'Institut Pasteur de la Guadeloupe.

### Quand allez-vous soutenir ?

Ma soutenance est prévue en octobre 2025, à l'université des Antilles (UA).

### Si vous deviez résumer vos travaux en une seule phrase ?

J'étudie les plantes de Guadeloupe pour fabriquer des produits naturels qui empêcheront les moustiques de piquer.

### Quelles sont les applications concrètes de votre étude ?

Mon objectif est de développer des solutions naturelles et respectueuses de l'environnement pour diminuer la population de moustiques porteurs de maladies comme la dengue, le chikungunya et



le zika. En m'appuyant sur le savoir traditionnel guadeloupéen et les propriétés des plantes locales, je cherche à concevoir des produits sûrs pour la santé et l'environnement qui pourront modifier le comportement des moustiques. Ces travaux pourraient aussi contribuer à une production locale innovante, valorisant la biodiversité de la Guadeloupe.

### Qu'envisagez-vous de faire après votre thèse ?

Après l'obtention de mon doctorat, j'ai deux objectifs majeurs. Tout d'abord, je souhaite poursuivre ma carrière scientifique à travers un ou plusieurs post-doctorats dans mes domaines de compétences. Ensuite, il me tient à cœur de partager mes connaissances avec la population, et en particulier avec les jeunes, en valorisant les sciences et la richesse de notre biodiversité. J'aspire ainsi à organiser des événements scientifiques ponctuels, tels que des ateliers de vulgarisation, et à créer une plateforme dédiée à la médiatisation scientifique.

**bonfilon**  
by EW'AG

Vous recherchez un **talent** ?

Vous recherchez un **emploi** ?



Trouvez celui ou celle qui partage vos valeurs sur **bonfilon.info**

Inscrivez-vous

ANTILLES-GUYANE  
contact@bonfilon.info





HOMMAGE

# AUXENCE CONTOUT : « LE DÒKÒ DES TRADITIONS GUYANAISES »

Dans le cadre d'une exposition inédite, le **CESECE Guyane** met à l'honneur Auxence Contout, une figure emblématique de la culture guyanaise, reconnue pour son engagement passionné et dévoué envers notre patrimoine. Cette rétrospective se déroulera du 11 au 30 avril et promet de faire découvrir ou redécouvrir l'ampleur de son héritage.

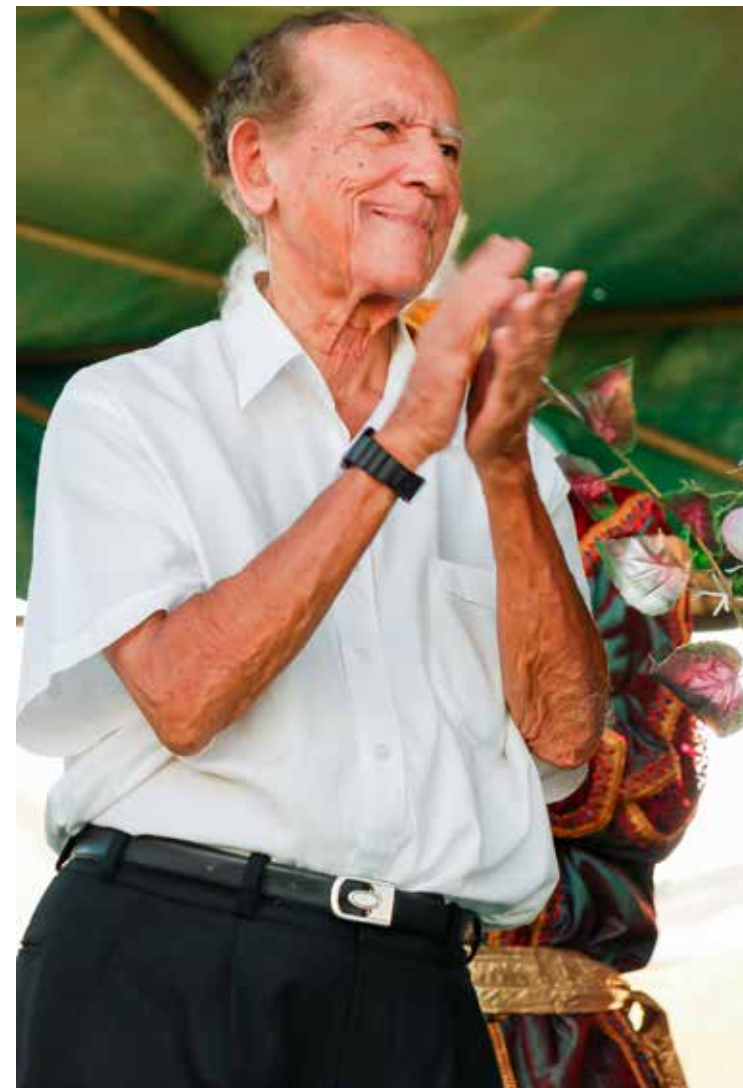
Photos Kathe.D'KLIK



« J'ai vu, donc je peux raconter ce que j'ai vu. Mais j'ai aussi écouté mes aînés pour mieux comprendre », disait Auxence Contout, un homme dont l'action a profondément marqué l'histoire de la Guyane. Pendant près de 60 ans, il a consacré sa vie à la promotion des langues et des cultures locales, publiant pas moins de 15 ouvrages qui explorent les richesses de notre territoire à travers des histoires, contes et témoignages variés.

En tant que premier président du Comité économique et social (CES) de la Guyane 1975 à 1983 et de 1995 à 2005, président du Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement de la Guyane (CCEE), Auxence Contout a été un acteur clé dans le développement social et culturel de notre région. Sous sa présidence, de nombreuses initiatives ont vu le jour, témoignant de son engagement inébranlable à valoriser et préserver le patrimoine culturel guyanais.

Son leadership visionnaire a su instaurer un climat de dialogue et de coopération, favorisant un développement harmonieux et inclusif. En cultivant des valeurs de respect et d'ouverture, il a tracé la voie pour les générations futures, leur insufflant l'importance de notre culture et de notre environnement. « Je fais comme celui qui, au fond, prépare l'avenir. L'avenir pour moi, c'est la relève », affirma-t-il, soulignant ainsi la nécessité de transmettre notre héritage culturel.



Ne manquez pas cette occasion unique de plonger dans l'univers d'Auxence Contout et de célébrer son impact indélébile sur la culture guyanaise. Comme il avait coutume de le répéter : « Fo nou pran divan, anvan divan pran nou ». Venez découvrir, apprécier et rendre hommage à cet homme exceptionnel qui continue d'inspirer notre communauté.

Nous tenons à remercier la commission culture-patrimoine, présidée par Monique Elfort, pour avoir porté ce projet inscrit comme une action forte dès le début de la mandature de la Présidente du CESECE Guyane, Ariane Fleurival. Cette initiative a pu voir le jour grâce au soutien précieux de toute l'assemblée avec la coordination générale assurée par la directrice Marthe Panelle-Karam. Elle témoigne de l'importance de la culture et du patrimoine dans notre société et souligne l'impact positif que cela peut avoir sur notre communauté.



Dossier préparé par Marthe PANELLE-KARAM  
CESECE GUYANE  
Pôle Présidence/Direction  
1 Place Léopold Héder — BP 47025  
97307 Cayenne Cedex  
0594 289 605 / 0594 300 600  
www.cesece-guyane.fr  
marthe.panelle-karam@ctguyane.fr  
Retrouvez notre actualité  
sur les réseaux sociaux



Association

# DÉFENDRE LES DROITS DES ENFANTS GUYANAIS

Depuis 2020, l'UNICEF France est présente en Guyane afin de veiller à l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant et à l'effectivité de ces droits, du littoral jusqu'aux villages les plus enclavés. Rencontre avec Sonia Vidal, chargée de plaidoyer.

Texte Adeline Louault – Photo L'Accordeur



Sonia Vidal, chargée de plaidoyer à l'UNICEF

## La Guyane est le premier territoire ultramarin à accueillir un poste de salarié permanent de l'UNICEF France, pourquoi ?

**Sonia Vidal :** Notre analyse de la situation en France a mis en lumière des vulnérabilités exacerbées dans les territoires d'Outre-mer. Le 1er poste en Guyane est le fruit d'un déplacement organisé en 2019, qui a permis de publier le rapport « les défis du droit à l'éducation en Guyane » (2021) avec des chercheurs guyanais, suivi du rapport « Grandir dans les Outre-mer, état des lieux des droits de l'enfant » (2023). Ce dernier comprend une analyse détaillée de l'application des droits de l'enfant dans ces territoires, des recommandations et un focus spécifique sur la situation de Mayotte et de la Guyane. La vision uniformisante des Outre-mer, encore trop présente dans les politiques publiques françaises, ne permet pas une prise en compte adaptée des réalités des enfants qui y vivent. Notre rôle est de révéler ces particularismes et proposer des solutions adaptées aux pouvoirs publics.

## En quoi consiste la mission d'une chargée de plaidoyer ?

Le Comité français de l'UNICEF est accrédité par le Fonds des Nations unies pour l'enfance. Notre plaidoyer consiste à influencer les décideurs à prendre des mesures ambitieuses et adaptées afin de rendre effectifs les droits de l'enfant. Nous avons également un rôle d'alerte lorsqu'il y a violation de ces droits. Qu'il ne soit plus possible de dire « on ne savait pas » est déjà un combat en soi ! Nos remontées intègrent les contraintes bridant la capacité du territoire à mobiliser les enveloppes qui lui sont allouées, à renseigner les indicateurs dont les politiques de l'enfance ont besoin pour être pilotées, et à faire aboutir les mesures à l'échelle locale. Nous pouvons accompagner les associations exprimant un besoin de coordination ou d'appui en matière de plaidoyer, apporter notre expertise aux décideurs, impulser des projets de recherche pour quantifier les atteintes au droit relevant de notre mandat, aller chercher des précédents inspirants dans des pays proches.

## Le plaidoyer est-il la seule activité de l'UNICEF France en Guyane ?

Nos missions sont aussi liées à la sensibilisation aux droits de l'enfant. Nous avons à cœur d'informer les premiers concernés sur les droits qui leurs sont reconnus et, dans le même temps, à sensibiliser les adultes sur la valeur juridique et symbolique de ces droits. Nous pensons que le droit à la vie et au bien-être de chaque enfant sans discrimination est l'affaire de tous. Nous espérons rallier le plus de personnes à cette cause et, pour celles partageant déjà cette conviction, nous proposons un cadre et des outils pour agir. Si des lecteurs souhaitent s'impliquer à nos côtés, qu'ils n'hésitent pas à répondre à notre appel à bénévolat.

## Quelles sont les priorités du plaidoyer UNICEF France pour la Guyane ?

Nous nous sommes jusqu'ici concentrés sur le droit à l'éducation et le bien-être. Pour l'éducation, nos recommandations visent à garantir à chaque enfant un accès à la scolarité, dans un cadre bilangue pour les 70 % dont la langue première n'est pas le français, à prévenir la déscolarisation et à améliorer les conditions d'apprentissage de la maternelle jusqu'au lycée. Mes deux cibles pour cette année : la restauration scolaire et la consolidation des dispositifs valorisant les langues et cultures des élèves. Nous espérons pouvoir collaborer avec le nouveau recteur. S'agissant de l'épanouissement des moins de 18 ans, nous travaillons aux côtés de l'ARS et des professionnels des différents secteurs concernés par le Programme territorial de santé mentale, aux fins d'améliorer les pratiques de prévention et de repérage des enfants en souffrance, ainsi que l'offre de soins pédopsychiatriques. Nous nous réjouissons de l'ouverture de la Clinique régionale du psycho-traumatisme et espérons que l'UAPED<sup>(1)</sup> annoncée verra bientôt le jour.

**Vous cherchez à faire du bénévolat ?  
Vous êtes juste curieux d'en savoir plus sur nos actions ?**

**UNE MISSION POUR TOUS, A L'UNICEF !**

**Vous avez du temps à consacrer à une cause qui en vaut la peine ?  
Vous êtes sensible aux droits des enfants partout dans le monde ?  
Vous avez envie de contribuer, à votre échelle, à changer l'avenir des enfants ?**

*Que vous ayez des compétences d'animation, de communication, ou administratives une mission vous attend à l'UNICEF !*

**Pour plus d'informations contactez  
caraibes@unicef.fr**

**A très vite !**

## Allez-vous vous intéresser à d'autres problématiques ?

En effet, l'UNICEF France prépare sa nouvelle stratégie triennale (2026-2029). Dans ce cadre, un accord se dessine sur l'opportunité de renforcer le plaidoyer dont j'ai la responsabilité ; nous envisageons de monter en charge sur la protection des enfants victimes de violences, leur droit à un environnement sain, la lutte contre la pauvreté infantile. Ces sujets de préoccupation ressortaient déjà dans notre rapport en 2023, et il semble que nous y soyons attendus localement.

(1) Unité d'accueil pour enfants en danger.



Carrière d'Ultramarin

# RÊVER GRAND, AGIR FORT

Petite, **Noémie Gaddarkhan** rêvait de devenir juge aux affaires familiales. Aujourd'hui, à 30 ans, la Guadeloupéenne coordonne différents projets pour les territoires ultramarins et le tourisme au sein du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Texte Marie Ozier-Lafontaine - Photo Aubane Nesty

## Pourquoi avoir choisi de travailler pour l'intérêt général ?

Dès le collège, je ressentais ce besoin d'être utile, de m'engager pour les autres. J'ai grandi dans une famille où l'engagement pour la communauté était une évidence. Mon père, entrepreneur dans le développement durable, et ma mère, professeur des écoles, m'ont transmis cette idée que rendre service était essentiel. Au lycée, je participais à des actions associatives, comme la sensibilisation au VIH ou la défense des droits des lycéens. Ces expériences m'ont donné le goût de l'intérêt général. Je savais que je voulais contribuer à quelque chose de plus grand que moi. J'ai intégré Sciences Po Paris et, lors de mon année d'échange au Brésil, j'ai vu de mes propres yeux l'impact des inégalités sociales et économiques. C'est cette expérience qui a forgé mon choix de m'investir dans l'intérêt général et tenter d'apporter ma pierre à l'édifice.

## Quelle expérience vous a le plus marquée ?

Je citerais deux expériences en particulier. D'abord, mon passage au Sénat, en tant que collaboratrice du groupe « En Marche ». J'ai travaillé avec 24 sénateurs sur des sujets comme la protection de la biodiversité, le coût de la vie ou les compétences territoriales. Ce que j'ai trouvé remarquable, c'est le sens politique des « Sages » du Sénat. Il y avait du respect, des compromis, une vraie vision collective. Ensuite, mon poste de conseillère technique au ministère des Outre-mer m'a profondément marquée. J'ai travaillé sur de nombreux dossiers relatifs à la santé, la protection sociale, l'éducation, la jeunesse et les sports. La lutte contre les violences intrafamiliales dans les territoires ultramarins est un sujet qui m'a particulièrement

touchée. On peut et on doit faire mieux. Ces deux expériences ont renforcé ma conviction que l'action publique est un levier indispensable pour protéger les plus vulnérables et répondre aux défis de nos territoires.

## Vous avez un parcours remarquable, quel conseil donneriez-vous à la jeunesse ultramarine ?

Croyez en vous et osez ! Trop souvent, on pense que certaines places ne sont pas à notre portée, mais c'est faux. Nous avons les compétences, il suffit de les assumer et de travailler dur. Le syndrome de l'imposteur est un obstacle que j'ai moi-même dû dépasser. En tant que femme, je suis fière d'un parcours bâti à la force de mon travail, car trop souvent, les femmes doivent prouver qu'elles méritent leur place. Ce qui m'a guidée, c'est l'humilité, la persévérance, et la volonté de me dépasser. Les Outre-mer ont besoin de jeunes engagés, prêts à imaginer un avenir durable pour leurs territoires ! Foncez !

## BIO EXPRESS

Noémie Gaddarkhan, née en 1995 à Saint-François en Guadeloupe, est diplômée de Sciences Po Paris avec une spécialisation en affaires publiques. Collaboratrice parlementaire au Sénat, puis conseillère technique au ministère des Outre-mer, elle occupe aujourd'hui le poste de conseillère Territoires, tourisme de savoir-faire, mémoriel et patrimoine au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.





Alimentation et boissons

# LE NOUVEAU SHOWROOM D'UNE MAISON HISTORIQUE

HSM réinvente l'expérience client. Visite guidée.

Texte Sandrine Chopot - Photo Mathieu Delmer



Depuis plus d'un siècle, HSM incarne une tradition familiale portée par quatre générations. Fondée au début des années 1900, l'entreprise guyanaise s'est d'abord illustrée dans le négoce de marques agroalimentaires et de produits de bazar. Aujourd'hui encore, cette structure indépendante conserve son ancrage local tout en embrassant les mutations d'un marché particulièrement dynamique.

Sous la direction d'André Ho, l'actuel directeur général, HSM poursuit sa transformation. « Nous avons dû nous adapter et nous moderniser au fur et à mesure des défis dans ce domaine très compétitif », souligne-t-il. Ce tournant s'est notamment incarné dans le développement de marques de renom, en particulier dans l'univers des vins, champagnes et

spiritueux. Un positionnement qui séduit aussi bien les professionnels – restaurateurs, bars, discothèques, grandes surfaces, organisateurs d'événements – que les particuliers désireux d'acheter en gros.

Il y a quelques semaines, l'entreprise familiale a inauguré un showroom modernisé qui veut « réinventer l'expérience client HSM », décrit Eve Pina, la directrice marketing. « Avec l'ambition de mieux accompagner les nouvelles attentes, les nouveaux usages, et tisser des liens toujours plus personnalisés avec chaque type de public qui s'adresse à nous. »

### Un showroom métamorphosé

Symbole de cette dynamique, le showroom historique a fait peau neuve. Après 34 ans, les 350 m<sup>2</sup> de surface ont été intégralement repensés autour de parcours fluides, organisés par univers : produits liquides, épicerie, hygiène, bazar et un espace cave déjà emblématique. Chaque détail a été pensé pour mettre en valeur la richesse de l'offre – plus de 4 000 références – tout en favorisant une circulation intuitive et agréable. L'atmosphère y gagne en simplicité grâce à un mobilier soigné, des matériaux nobles, une signalétique épurée et une lumière maîtrisée. Des écrans numériques jalonnent l'espace, offrant une immersion vivante dans l'univers des marques, avec la possibilité de découvrir les nouveautés, les coups de cœur du moment. « Nous avons voulu créer le cadre pour une nouvelle façon de faire ses achats, plus inspirante, plus experte », cite Éric Predhomme, le directeur commercial. De même, chaque mois, la mise en place de promotions éphémères contribue à faire découvrir de nouvelles références aux clients de la maison.

### Une nouvelle expérience client

« La grande nouveauté avec l'ouverture de la cave, c'est la possibilité de pouvoir acheter certains produits d'exception au détail », précise André Ho. Une évolution qui s'inscrit dans une volonté d'ouverture vers les particuliers comme vers les entreprises, en



phase avec l'essor des événements privés à domicile ou des cadeaux d'entreprise de fin d'année.

À cela s'ajoute une programmation expérientielle avec des ateliers de dégustation, des accords mets et vins en présence d'un œnologue, des privatisations pour événements professionnels, des ventes privées... HSM nourrit une vision d'ensemble de l'expérience client. « Nos collaborateurs sont formés pour guider dans le choix, en tenant compte des goûts, du budget, des envies », rappelle-t-il. Une approche client qui prolonge la dimension d'expertise et d'entreprise familiale de la maison HSM. Laquelle, au-delà du métier de distributeur, devient un partenaire de référence pour tous les moments de la vie des Guyanais. À découvrir.



## UNE CAVE DE 500 RÉFÉRENCES

Dans l'espace cave, plus de 500 références ont été rigoureusement sélectionnées pour répondre aux exigences de qualité d'une clientèle variée. Les grandes maisons de champagne y côtoient les rhums d'exception et les vins soigneusement choisis : Moët & Chandon, Veuve Clicquot, Ruinart, Dom Pérignon, Armand de Brignac, Krug... Du côté des spiritueux, on retrouve des cognacs emblématiques comme Hennessy, et une belle diversité de rhums locaux et caribéens : La Belle Cabresse, St James, Bally, Darboussier, La Plantation, Eminente. La riche sélection de vins, entre cuvées rosées, blancs frais, rouges charpentés, grands crus et millésimes, permet de s'adapter à toutes les occasions, des plus simples aux plus prestigieuses.



# MCDONALD'S M'A FAIT CONFIANCE DES TALENTS QUI INSPIRENT

Chez **Arcos Dorados** (le plus grand franchisé McDonald's au monde), le leadership au féminin est un pilier fondamental de l'entreprise et repose sur l'égalité des chances. Les femmes jouent un rôle clé dans la réussite de l'entreprise et la diversité au sein des équipes dirigeantes renforce la culture d'entreprise, stimule l'innovation et améliore la prise de décision.

## CES FEMMES QUI INSPIRENT PAR LEUR LEADERSHIP

« McDonald's m'a fait confiance » est une plateforme qui donne la parole aux employés d'Arcos Dorados pour qu'ils partagent leur expérience. Partager les histoires des talents féminins de l'entreprise quel que soit le poste qu'elles occupent, c'est aussi inspirer et ouvrir des voies pour d'autres femmes.

Au-delà de leur uniforme, il s'agit aussi de célébrer et de rendre visible les efforts et la résilience des collaboratrices de l'entreprise, et surtout d'applaudir celles qui, par leur talent, leur dévouement et leur vision, contribuent chaque jour au renforcement et à la croissance d'Arcos Dorados aux Antilles-Guyane. C'est aussi offrir l'occasion de réfléchir plus globalement aux progrès que nous avons réalisés en tant que société dans son ensemble, et de reconnaître le chemin qu'il nous reste à parcourir pour l'égalité et l'inclusion dans tous les domaines.

## ÉVOLUER AVEC AMBITION

Aux Antilles-Guyane, Arcos Dorados compte plus de 1 500 collaborateurs, dont 60 % sont des femmes. 90 % des membres de l'équipe de direction ont commencé en tant qu'équipier polyvalent. Cette progression professionnelle est possible grâce à une offre de formation adaptée et continue proposée à tous les collaborateurs en interne.

La plateforme « McDonald's m'a fait confiance » met en lumière les histoires de femmes qui ont surmonté des défis, petits ou grands, franchi des barrières et atteint des objectifs personnels et professionnels significatifs au sein de l'entreprise.

« Chez Arcos Dorados, nous croyons aux personnes pour ce qu'elles sont, pour ce qu'elles démontrent avec leur talent et leur potentiel. Grâce à ce concept, nous réaffirmons notre engagement à créer un environnement de travail inclusif qui se concentre sur la véritable valeur des personnes et sur l'inspiration de leur leadership », conclut Shawn Johnson, directeur général de McDonald's Guadeloupe et Guyane.



**Lucia, 30 ans, manager**

**11 ans d'ancienneté**

« En tant que manager, cela valorise mon travail que McDonald's me confie la formation d'autres collaborateurs. J'aime les voir évoluer. »



**Rifaisa, 27 ans, assistante administrative**

**5 ans d'ancienneté**

« C'est mon directeur de l'époque qui a proposé à la DRH ma candidature au poste d'assistante administrative. Je lui serai toujours reconnaissante pour cette opportunité. »



ARCOS DORADOS

ARCOS DORADOS GUYANE  
Angle Avenue Jean Galmot et  
route de la Madeleine  
97300 Cayenne  
Tél. 0594 31 93 77



McDonald's m'a fait **confiance**  
**Un talent qui inspire**

#ÉvoluerAvecAmbition



# QUAND L'ÉCONOMIE CHANGE DE COULEUR

Le rapport du GIEC\* est sans appel : l'urgence climatique impose de repenser notre modèle de croissance pour le rendre compatible avec les impératifs écologiques. Longtemps perçus comme l'apanage des acteurs de l'économie verte, ces enjeux irriguent aujourd'hui tous les secteurs d'activité, notamment via la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). En effet, beaucoup d'entreprises s'engageant dans une démarche RSE cherchent à allier engagement social et environnemental tout en restant économiquement viables.

Dans ce contexte, des questions centrales se posent : qui sont les acteurs qui façonnent cette nouvelle dynamique et quelles compétences sont aujourd'hui essentielles pour accompagner cette mutation ? La transition écologique ne se limite plus aux experts en environnement, elle mobilise désormais une diversité

de profils, allant des ingénieurs aux économistes, en passant par les urbanistes, les juristes ou encore les communicants. Les entreprises, les structures institutionnelles, les collectivités et les associations recherchent de plus en plus des professionnels capables d'intégrer les enjeux environnementaux dans leur stratégie et leur développement.

En témoigne l'essor des formations en écologie dédiées à l'environnement et à la biodiversité sur le territoire national tout comme aux Antilles-Guyane. Quelles sont ces filières ? Quelles opportunités offrent-elles ? Qui est la nouvelle génération de diplômés d'aujourd'hui et de demain ?

\*GIEC : groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat crée en 1988.



# Antilles-Guyane : l'écologie au cœur d'une transformation locale

Face aux bouleversements environnementaux propres à nos territoires, l'économie verte s'affiche comme une nécessité. Formations spécialisées, collaborations et recherches scientifiques... autant d'évolutions encourageantes pour concilier développement et préservation des écosystèmes.

*Textes Sarah Balay, Alix Delmas, Adeline Louault, Sandrine Chopot*

*Vendredi 7 mars, une vingtaine d'étudiants issus de 2<sup>ème</sup> année de licence SVT et du programme Tropimundo du master BEE (Biodiversité écologie évolution) a participé à des ateliers sur le terrain, au saut d'Acomat, à Pointe-Noire. Au programme, ateliers en écologie forestière et aquatique, biogéochimie des eaux et géologie.*



© université des Antilles

Biodiversité menacée, vulnérabilité face au changement climatique, pollution de l'eau, déforestation, recul du trait de côte, invasion de sargasses, gestion des ressources... Les Antilles et la Guyane sont confrontées à des défis environnementaux majeurs. Pour y faire face, l'économie verte se développe et prend une place croissante, portée par des politiques publiques et des initiatives privées visant à concilier le développement économique et la protection de l'environnement.

Ce virage, qui ne date pas d'hier, s'accompagne d'un besoin accru en compétences adaptées aux réalités du territoire. Ces dernières années, de plus en plus d'étudiants se spécialisent sur place et acquièrent une expertise directement liée aux écosystèmes tropicaux. Ces jeunes s'insèrent ensuite localement dans le tissu économique auprès de structures en demande constante : institutions, collectivités, bureaux d'étude, associations ou encore entreprises engagées dans la gestion de l'environnement et de la biodiversité.

Même si elle gagnerait à être davantage développée et soutenue, notamment pour gagner en personnel enseignant-chercheur, la filière universitaire en écologie de l'université des Antilles et l'université de la Guyane se défend bien et attire chaque année des étudiants locaux, métropolitains, mais aussi internationaux.

## Premiers liens avec le monde professionnel

Ces jeunes hommes et jeunes femmes inscrits sur le pôle Martinique de l'université des Antilles (UA), pour le parcours écologie/environnement (EE) (proposé depuis deux ans dans le cadre de la licence Sciences de la vie et de la terre (SVT)), sont représentatifs d'une génération d'étudiants déjà sensibilisés aux problématiques locales. Passionnés par la nature et les sciences du vivant, ils ne se contentent pas d'un apprentissage académique et généraliste : ils s'investissent sur le terrain dès leur première année. « Nos étudiants sont tous très engagés », se réjouit Olivia Urity, responsable du parcours EE de la licence SVT en Martinique. « Dès le début de leur cursus, ils participent à des projets en lien avec des structures partenaires comme l'Office de l'eau, l'ONF (Office nationale des forêts) ou le Parc naturel. Nous avons mis en place une véritable pédagogie de préprofessionnalisation grâce à des intervenants variés : enseignants-chercheurs, professionnels de terrain, directeurs de bureaux d'étude, etc. C'est primordial que nos programmes soient totalement connectés aux besoins du territoire. »

Études des tortues marines, suivi des écosystèmes littoraux, recensement des iguanes sur site, « ces expériences permettent aux jeunes d'être rapidement opérationnels, d'acquérir des compétences recherchées par les acteurs du territoire et surtout de tisser les premiers liens avec le monde professionnel », poursuit l'enseignante.



# Volonté de faire bouger les lignes

Dans le domaine de l'écologie et de l'environnement, le pôle Guadeloupe de l'UA offre une formation plus complète et de plus longue date, avec une licence SVT proposant trois parcours (Écologie, environnement, géosciences), ainsi qu'un master BEE (Biodiversité écologie évolution) également décliné en trois spécialités, Écologie marine (EMT), Gestion de la biodiversité tropicale (GBT) et Écologie forestière (EFT, co-accrédité avec l'université de Guyane) et partenaire du programme international Tropimundo dédié à l'écologie et la biodiversité tropicale.

« Pour le parcours de master Gestion de la biodiversité tropicale, nous avons voulu nous rapprocher du tissu professionnel », précise Dr Etienne Bezault, maître de conférence, responsable de la licence SVT et du parcours Tropimundo du master BEE en Guadeloupe. L'axe est porté sur des sujets plus généralistes en lien avec l'étude et la gestion concrète en biodiversité et en écologie. « L'objectif est de favoriser l'accès à l'emploi, notamment pour des postes très demandés, niveau master ou doctorat, comme cadre et chargé de mission, en bureau d'études ou en gestion de l'environnement au sein des nombreux gestionnaires du territoire comme le Parc national, l'ONF, l'OFB



© Université des Antilles

(Office français de la biodiversité), l'ARBig (Agence régionale de biodiversité des Îles de Guadeloupe), etc. », décrit Dr Etienne Bezault.

L'important étant l'existence de partenariats et liens renforcés avec la dynamique locale. Différents experts sont sollicités pour intervenir auprès des étudiants, comme des ingénieurs et chercheurs (INRAE\*, Institut Pasteur...) spécialistes des écosystèmes, de faune et flore, de géosciences, de volcanologie, etc. « Des instituts de recherches et des gestionnaires de l'environnement tels que l'OFB et le Parc national sont impliqués, soit par l'accueil de stagiaires ou via des collaborations plus directes dans des projets de recherche », poursuit l'enseignant-chercheur.

## Partenaires moteurs et dynamiques

Outre les structures institutionnelles et les bureaux d'études, ces écologues diplômés peuvent aussi intégrer des associations et ONG ou opter pour l'indépendance et monter leur propre structure. « Certains font le choix, souvent pertinent, de l'entrepreneuriat », souligne Dr Etienne Bezault. « Ils se spécialisent et peuvent proposer leur expertise aux entreprises et/ou collectivités comme des études d'impact, des suivis ou de l'apport de données scientifiques. »

De plus l'université des Antilles, grâce à son école doctorale Dynamique des environnements dans l'espace Caraïbes-Amériques, permet la poursuite d'études jusqu'au doctorat, pour la formation par la recherche au plus haut niveau universitaire, également dans le domaine de l'écologie.

En Guyane, où l'université est bien plus jeune (2015), la licence professionnelle des métiers des ressources naturelles et de la forêt est « actuellement la formation à bac +3 qui prépare le mieux, en local, aux métiers de l'environnement, de l'exploitation du sous-sol et plus généralement, aux problématiques géo-environnementales », selon Dr Arnaud Heuret (enseignant-chercheur en géologie à l'université de Guyane et responsable de la licence). « Il y a quelques années encore, ces compétences n'étaient pas accessibles aux Guyanais sur leur territoire. Il est donc essentiel de leur offrir la possibilité de se former localement aux métiers liés à la filière minière et de créer des passerelles avec l'une des industries présentes en Guyane. Il s'agit aussi de développer une expertise locale en géosciences afin de soutenir le développement du territoire et d'améliorer la gestion de l'environnement. »

La majorité des intervenants est issue du monde professionnel et les stages et l'alternance font partie du cursus. « Nous avons plusieurs partenaires très moteurs et dynamiques : la Collectivité territoriale de Guyane (CTG), la Communauté de communes

de l'ouest guyanais (CCOG), la Communauté d'agglomération du centre littoral (CACL), le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), la Direction générale des territoires et de la mer (DGTM) et l'Office de l'eau de Guyane », poursuit Dr Arnaud Heuret. « Même si nous formons globalement trop peu d'étudiants par rapport aux besoins, il y a une très bonne collaboration avec les partenaires et une belle dynamique d'embauches à la clé. »

Très souvent, aux Antilles comme en Guyane, cette génération engagée ne se limite pas aux études. Elle rejoint ou s'organise en association pour agir en faveur de l'environnement. Une mobilisation qui témoigne d'une prise de conscience et d'une volonté de faire bouger les lignes.

## « Des besoins, il y en a et il y en aura »

### 3 questions à

**Sylvie Gustave-dit-Duflo,** présidente de l'Arbig, agence régionale de la biodiversité des Îles de Guadeloupe.



**Selon vous, les formations universitaires en écologie aux Antilles sont-elles adaptées aux enjeux spécifiques du territoire ?**

En matière de biodiversité, l'UA est opérationnelle avec une licence Sciences de la vie et de la terre assez bien adaptée. Il manque toutefois, mais la pénurie est mondiale, un cursus en écologie terrestre avec spécialisation botanique. Cette profession, autrefois sans avenir, va devenir extrêmement demandée compte tenu des enjeux environnementaux. Au niveau de l'Arbig, par exemple, nous avons un conservatoire

En conclusion, la filière universitaire Antilles-Guyane en écologie, environnement et géosciences permet, grâce à son adossement à des structures de recherche de niveau international et ses liens directs avec les acteurs du territoire, de former des jeunes à tous les niveaux, licence master et doctorat, qui montrent leur capacité de s'insérer avec succès et de manière très diverse dans nos socio-écosystèmes. Elle mérite donc l'intérêt de nos jeunes et un soutien accru de ses instances et partenaires, pour son développement au profit de l'économie verte.

\*INRAE : Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

botanique qui va être amené à s'agrandir dans les deux à trois prochaines années. Les besoins sont là. Nos deux botanistes actuels, spécialisés en botanique tropicale, ont été recrutés au Brésil ! Ce serait donc pertinent qu'une filière se structure dans ce domaine localement.

**En matière d'environnement, quelles sont les principales compétences recherchées ?**

Nos territoires ont besoin de personnes formées pour de la gestion d'appui aux collectivités, des chefs de projets, des ingénieurs en biodiversité, etc. Les diplômés en master écologie peuvent être d'une grande utilité, par exemple, au sein d'une structure comme notre futur observatoire régional de la biodiversité. Des spécialistes en forêt tropicale sont également indispensables. Prenons l'exemple de Mayotte, qui, à la suite du passage de l'ouragan Chido, début décembre, souffre en termes de biodiversité. Le conservatoire botanique de la Réunion, qui dispose d'un herbier, intervient pour des remises en culture de plantes endogènes afin de relancer la végétation. Ce type de catastrophes naturelles va malheureusement se multiplier, notamment en Outre-mer. D'où l'intérêt d'anticiper et de se préparer. Nos territoires vont aussi avoir besoin de compétences dans le domaine des écosystèmes marins particulièrement impactés par le réchauffement climatique. Au Conseil régional de Guadeloupe, nous sommes en train de travailler sur des projets d'envergure menés sur une dizaine d'années autour de la biodiversité. Donc des besoins, il y en a et il y en aura !

**Former des étudiants, structurer des filières... Tout cela prend du temps. Compte tenu de l'urgence de la situation, faut-il se limiter à l'université ?**

Cela ne suffit pas, en effet. Au niveau de l'Arbig, nous essayons de plus en plus d'accompagner les associations afin qu'elles puissent monter en compétences, en ingénierie et obtenir des financements. Nous avons besoin d'elles pour une multitude de tâches, comme la surveillance des tortues marines par exemple. C'est finalement la mobilisation de tous, société civile, bénévoles, qui donnera des résultats.



# Une génération engagée pour une société et une économie plus vertes

Dans un contexte marqué par l'urgence climatique, la perte de biodiversité et les défis environnementaux propres aux Antilles-Guyane, une génération de jeunes actifs, mobilisés et engagés, s'investit pleinement dans la transformation du tissu économique local.

## « Avoir un impact réel sur le futur »

**Mayat Charleton-Guitteaud**

Mayat Charleton-Guitteaud, 29 ans, est chargée de mission transition énergétique à la Communauté de communes de l'ouest guyanais. Elle coordonne notamment l'élaboration du Plan climat-air-énergie territorial (PCAET). Ce dispositif national décliné au niveau des intercommunalités est un programme d'actions visant à l'amélioration de la production d'énergie renouvelable, de la qualité de l'air, à la valorisation de la biodiversité, ainsi qu'à la prévention des changements et risques climatiques.

« Cette mission me passionne car je sais qu'elle aura un impact réel sur le confort et le mode de vie de la population dans un futur à +4°C. C'est pour moi essentiel de sensibiliser les entreprises comme les citoyens aux répercussions du changement climatique et à l'importance d'adopter une démarche vertueuse ; beaucoup n'en ont pas conscience. » Pour Mayat, le fait d'appartenir à une génération plus informée que les autres sur la problématique environnementale a aussi ses travers. Elle pointe notamment l'« éco-anxiété » dont souffrent de nombreux actifs de son âge. « Ils sont pessimistes et s'interrogent sur l'utilité de leurs actions. » Pour sa part, elle regrette le manque d'investissement des anciens dans la cause environnementale, « alors même qu'ils sont responsables des dégâts actuels ». Elle note enfin qu'il est parfois difficile de faire avancer les dossiers dans le secteur public. « À moins d'avoir un élu engagé dans le projet que l'on souhaite mettre en place, c'est compliqué. Nous sommes encore perçus comme des trouble-fête, des personnes qui ne servent qu'à imposer des contraintes. »

## « Nous sommes une génération charnière »

**Maitena Jean**

Quand on lui pose la question : « Quel projet vous tient particulièrement à cœur ? », Maitena Jean, responsable du service patrimoine pour le Parc national de Guadeloupe, hésite car il y en a plusieurs. Puis, elle se décide pour « protéger ».

« Les suivis réalisés sur nos rivières ont montré qu'il y avait une érosion de la biodiversité. Le projet vise à restaurer les berges de nos rivières grâce à des techniques de confortement utilisant une solution fondée sur la nature : le génie végétal. À la place du tout béton, l'objectif est de restaurer les forêts qui entourent les rivières pour rétablir un milieu plus profitable aux espèces locales, offrir une meilleure santé des écosystèmes tout en protégeant les personnes qui sont en aval des cours d'eaux. »



© Lou Denim

Très investie dans les problématiques locales de préservation des ressources de son territoire, son quotidien consiste à améliorer les connaissances sur les patrimoines naturels, culturels, paysagers, à suivre leur évolution pour proposer des suivis scientifiques adéquats et pérennes. Ses aspirations ? « Nous sommes une génération charnière qui a un engagement politique fort. Tout ce qui a été fait jusqu'à présent ne fonctionne pas. La quête de sens, le retour à des valeurs culturelles, trouver des solutions indéfectibles en faveur de l'avenir de notre territoire sont les préoccupations qui nous animent aujourd'hui ! »

## « Concilier développement économique et environnement dans une démarche gagnant-gagnant »

**Naëma Beziat**

Docteure en microbiologie marine, Naëma Beziat est chargée de mission pour la surveillance des chiroptères au Parc naturel régional de la Martinique. Elle coordonne le projet Chimagua dont l'objectif est de structurer la surveillance des populations de chiroptères sur les îles de Martinique et Guadeloupe.

« Les chauves-souris sont les derniers mammifères terrestres indigènes des Antilles. Les espèces présentes sur les deux territoires (11 en Martinique, 14 en Guadeloupe) sont protégées. Nous avons besoin d'acquérir plus de connaissances sur ces espèces (effectifs, déplacements, évolution, périodes de reproduction...) pour pouvoir mettre en place des mesures de gestion adaptées. »

Arriver à créer une synergie entre tous les acteurs locaux impliqués, mettre en place des actions efficaces et pérennes afin d'optimiser la conservation des espèces, favoriser leur prise en compte dans les futurs plans de gestion et les politiques publiques, telle est sa mission. « Nos territoires sont des hotspots de la biodiversité. Je fais partie de cette nouvelle génération qui pense qu'il est dans notre intérêt de mutualiser nos compétences pour faire bouger les choses. Ça commence à venir, même si les relations humaines, c'est toujours très compliqué ! » (sourire)



© Lou Denim



# « Les jeunes et les anciens sont sensibles aux questions environnementales »

**Catherine Hermant**



© Lou Denim

Après avoir fait de la recherche fondamentale en biologie moléculaire et génétique, le Dr Catherine Hermant s'est dédiée à la recherche liée à l'environnement et aux écosystèmes, en Guadeloupe. Elle officie, depuis 2022, à l'Agence régionale de biodiversité des îles de Guadeloupe (ARBIG), où elle est chargée de mettre en œuvre l'Observatoire régional de la biodiversité.

« Avec ce projet, notre ambition est de sensibiliser les politiques publiques et la population afin que chacun, à son niveau, puisse mettre en place des solutions pour préserver et restaurer la nature. On ne peut agir que si on connaît, or le but de l'observatoire est d'apporter des connaissances. » Vice-présidente de l'association de son quartier, elle organise des opérations nettoyage et des ateliers biodiversité pour faire découvrir l'environnement local. « Les anciens y sont très sensibles, car ils ont vu leur habitat se transformer, le béton s'imposer, les arbres et la mangrove disparaître... Ils sont moteurs pour améliorer les choses. Les jeunes sont aussi de très bons vecteurs pour faire entrer les gestes éco-responsables au sein des familles. En revanche la génération des 30-60 est plus difficile à convaincre. Ils n'ont pas le temps de s'impliquer et nous considèrent souvent comme des moralisateurs. » La scientifique se félicite de voir se multiplier les cursus et formations autour de l'environnement et du développement durable. « Cela prouve que de plus en plus de personnes s'y intéressent, nous sommes sur la bonne voie ! »

© Jean-Albert Coopmann



# « Beaucoup de mes amis n'ont aucun attrait pour la préservation de la nature »

**Alexy Tissier**



©Ronan Liétar

Sur le lac de Petit-Saut (36 000 hectares), Triton Guyane développe un projet innovant de valorisation des bois ennoyés lors de la mise en service du barrage hydroélectrique. Alexy Tissier, 23 ans, est technicien de planification.

« J'interviens en amont de la récolte pour définir où les opérateurs exploiteront et à quelle période. J'assure le suivi et la protection de la faune locale, essentiellement des oiseaux et des loutres géantes, en mettant en place des périmètres de protection. » Sur le territoire depuis l'âge de 6 ans, Alexy a toujours su qu'il travaillerait pour la défense de l'environnement, en Guyane. Après un BTS en gestion et protection de la nature, au lycée agricole de Matiti, il a suivi une licence pro Valoress (valorisation des ressources du sous-sol) à l'université de Guyane. « J'ai rassemblé le côté écologique et

le côté exploitation dans mon cursus car, selon moi, l'un ne va pas sans l'autre si on veut que la Guyane prenne son essor. Mon travail pour l'un des plus gros projets actuels du territoire montre que l'on peut allier développement économique et conscience écologique. » Convaincu d'appartenir à une génération plus éco-responsable que les précédentes, il assure pourtant faire partie d'une minorité en Guyane. « Beaucoup de mes amis n'ont aucun attrait pour la préservation de la nature. Mon enfance était tournée vers la forêt, les criques, pas forcément la leur. Lors de mes études, les effectifs ne dépassaient pas cinq ou six élèves. Il faut renforcer l'éducation à l'environnement pour attirer les jeunes vers les filières d'avenir comme l'écologie et l'agriculture responsable. Aujourd'hui, celles qui existent ont du mal à survivre par manque d'inscrits. »

# « J'espère pouvoir participer à la mise en valeur de notre île et son environnement »

**Mathias Diony**

« Je travaille principalement sur deux projets. Le premier concerne la sensibilisation à la pêche de loisir pour lequel je développe des outils et une formation sur les bonnes pratiques afin de mieux préserver l'écosystème et diffuser des informations scientifiques. Le second a trait à la brigade d'intervention maritime (BIM), qui a pour objectif la gestion de nos déchets en mer, et dont les missions consistent à recueillir les signalements, effectuer des ramassages en bord et en pleine mer. Depuis janvier 2025, mon rôle, en tant que chargé de mission, est d'accompagner toute l'année une

commune avec la BIM. C'est l'une des grandes actions de l'Asso-Mer (association dédiée à la protection des milieux marins) dont le tour Zépal (Zéro Plastik An Loséan), qui a lieu chaque année, est un des temps forts. Dès le lycée, j'étais sensibilisé aux questions environnementales, mais j'ai ouvert les yeux sur la richesse de notre patrimoine naturel quand j'ai réalisé mon premier stage de master\* au parc naturel régional de la Martinique sur le projet ABC. J'ai, aujourd'hui, accès à un havre de connaissances sur la biodiversité en travaillant à l'Asso-Mer, et cela me passionne. Ai-je le sentiment d'appartenir à une nouvelle génération engagée en écologie ? J'ai envie de répondre oui. J'espère pouvoir participer à la mise en valeur de notre île et son environnement. Dans mon quotidien, j'ai envie de porter ce message qui consiste à faire attention, respecter plus et polluer moins. Quand je discute avec mes collègues, nous mesurons l'impact concret des actions de l'association, ne serait-ce que les chiffres du ramassage des déchets en mer.

\* Master Gestion de l'environnement – Connaissance et gestion des ressources environnementales en territoires insulaires Caraïbes (université des Antilles).





© Jean-Albert Coopmann

« Sensible à la lutte contre les espèces exotiques envahissantes »



**Jolène Rezaire**

« Mon engagement en faveur de l'environnement a lieu au cours de mes études supérieures\* quand je fais le choix de me réorienter après avoir d'abord envisagé une carrière dans la santé. Le projet ABC (Atlas de la Biodiversité communale) sur lequel je travaille depuis juillet 2024, à la mairie du Lamentin, prévoit un inventaire de la faune et de la flore pour permettre une meilleure gestion des différentes espèces. Nous mettons également l'accent sur la participation citoyenne, en particulier celle des jeunes avec des interventions dans les écoles. Une initiative écologique marquante à l'échelle du territoire ? Je suis particulièrement sensible à la lutte contre les espèces exotiques envahissantes comme l'iguane rayé qui menace notre iguane endémique. D'ailleurs, on observe aussi actuellement sur l'ensemble du territoire martiniquais une prolifération des lianes de la famille des Ipomées qui font des ravages. Ce sont des sujets qui me touchent en tant que Martiniquaise : comment réussir à préserver notre faune et notre flore ? C'est aussi le sens de mon engagement. Dans mon métier, j'apprécie de collaborer, réussir à allier les actions locales et synergie entre les différents acteurs pour gérer les défis écologiques qui nous attendent. »

\* Master Gestion de l'environnement – Connaissance et gestion des ressources environnementales en territoires insulaires Caraïbes (université des Antilles).



© Jean-Albert Coopmann

« Je fais partie de cette nouvelle génération qui pense qu'il est dans notre intérêt de mutualiser nos compétences »



**Jennifer Tocny**

Docteure en sciences de l'environnement, Jennifer Tocny, pilote aujourd'hui le programme de surveillance environnementale de la circonscription portuaire, en tant que cheffe de projet en ingénierie environnementale pour le Grand port maritime de la Guadeloupe (GPMG). Sa mission consiste à superviser le suivi de la qualité de l'eau, des sédiments, des espèces et espaces naturels pour évaluer l'état de santé des écosystèmes, anticiper les impacts de l'activité portuaire, apporter des mesures correctives afin de garantir une gestion durable de la biodiversité. Pour l'heure, elle avoue se réjouir de la mise en place d'un site pilote pour restaurer la mangrove dans le cadre du projet Life Adapt'Island, dont elle avait assuré la coordination technique et scientifique à ses débuts.



© Steevy Montout

« Aujourd'hui, la nature se régénère seule. Sur cette parcelle sanctuarisée, nous avons installé notre propre pépinière de palétuviers pour répondre à nos opérations futures. » Ses convictions ? « Au-delà des obligations réglementaires, le GPMG, en tant que gestionnaire des espaces naturels de sa circonscription, a une démarche volontariste en matière de préservation de la biodiversité avec notamment des actions de sensibilisation auprès du grand public. Sur nos territoires, particulièrement impactés par le changement climatique, si nous n'arrivons pas à concilier développement économique et préservation de la biodiversité, nous allons droit dans le mur ! »

« Réussir à faire avancer les projets plus rapidement »



**Aurélie Boisnoir**

En collaboration avec des organismes nationaux et internationaux, Dr Aurélie Boisnoir, chercheuse en écologie et physiologie des microalgues tropicales à l'Ifremer\* de Martinique, travaille sur plusieurs projets de recherche portant sur les problèmes environnementaux et sanitaires, dus à la présence de microalgues. « Bien que la Caraïbe soit la 2e zone la plus touchée au monde par la ciguatera (intoxication alimentaire survenant suite à la consommation de

certaines espèces de poissons), peu de choses sont connues sur les microalgues responsables de cette maladie dans cette région. De plus, l'eutrophisation du milieu marin est un problème en Martinique. Les eaux usées peuvent se retrouver dans le milieu marin ce qui favorise la prolifération d'espèces problématiques pour l'environnement et la santé humaine. » Marraine de l'association « Elles Bougent », elle milite pour inciter les jeunes filles et femmes à s'engager dans les filières scientifiques et techniques, des secteurs où elles sont encore sous-représentées. « Il y a beaucoup de choses à faire dans toutes les thématiques même si la recherche est un véritable parcours du combattant. Il faut oser ! » Son rêve pour son territoire ? « Réussir à faire avancer les projets plus rapidement avec les gestionnaires locaux qui nous sollicitent et nous font confiance, et ne pas toujours accepter les directives prises en France hexagonale car qui mieux que nous savons ce dont notre territoire a besoin ! »

\*Ifremer : institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.



Écologie et solidarité

# UNE TRANSITION EN MARCHÉ

Isolation thermique des écoles, reprise de l'éclairage public, installations photovoltaïques... Autant de chantiers pour lesquels la **Communauté d'Agglomération Centre-Littoral** accompagne les communes, dans une démarche environnementale et solidaire.

Texte Caroline Bablin



« Nous avons commencé à élaborer notre Plan climat air énergie territorial, PCAET, en janvier 2022, en réalisant un diagnostic sur les six communes de la CACL : Cayenne, Macouria, Matoury, Montsinéry-Tonnégrande, Rémire Monjoly et Roura », explique Leïna Lafronière, chargée de mission énergie à la CACL.

Si le PCAET est une obligation légale, la collectivité a souhaité aller au-delà en intégrant aussi le Contrat d'objectif territorial (COT) et le Contrat de relance et de transition écologique (CRTE). « Cela répond à une volonté forte de s'engager dans une démarche globale de transition écologique et solidaire », précise Leïna Lafronière.

## Accompagner les communes

Le Plan climat air énergie territorial a été établi pour six ans, de 2024 à 2030, et se décline en neuf domaines d'objectifs. « Nous avons par exemple prévu de baisser de 24 % nos émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030. » Un autre objectif est le renforcement du stockage de carbone sur le territoire, en végétalisant les espaces publics et en préservant la surface agricole par exemple. Les autres domaines

concernent notamment la qualité de l'air — « Nous avons passé une convention avec Atmo Guyane », note Leïna Lafronière —, l'adaptation au changement climatique ou encore l'intégration d'énergies renouvelables, etc.

« La CACL n'a pas de compétence en matière d'énergie, mais nous pouvons intervenir dans le cadre de nos projets de mutualisation », précise Ellin Halbeher, directrice générale adjointe Performance Innovation Transitions.

C'est ainsi qu'en 2019, la CACL installe la première ombrière solaire et des panneaux photovoltaïques sur le toit de son siège. « Et nous avons pour projet d'installer une deuxième ombrière », précise cette dernière. À ce jour, sur la quarantaine de véhicules qui composent la flotte de la CACL, la moitié fonctionne à l'électricité.

« Quant aux communes, nous les accompagnons pour le déploiement de photovoltaïque en toiture sur leurs bâtiments. Nous leur apportons le conseil et l'ingénierie », explique Ellin Halbeher.

## Treize écoles rénovées

Cet accompagnement de la CACL, treize établissements scolaires en ont déjà bénéficié. Un gros chantier qui a consisté à reprendre les charpentes, toitures, faux-plafonds, et améliorer l'isolation thermique... « Dans certaines classes, on a relevé une différence de 6°C entre avant et après les travaux », constate Leïna Lafronière. Coût de l'opération : plus de 5 millions d'euros.

Et alors que les chantiers sont en cours d'achèvement dans les trois derniers établissements, une nouvelle étude a déjà été lancée pour 25 autres écoles, en ajoutant l'installation de panneaux photovoltaïques et la désimperméabilisation des cours de récréation.

## Réduction de la pollution lumineuse

« Pour ce faire, nous signons une convention avec les communes sur la base d'une maîtrise d'ouvrage



déléguée et la CACL se charge aussi de trouver des subventions », précise la directrice générale adjointe. Pour les communes qui sont souvent en difficulté financière et qui n'ont pas l'ingénierie à disposition, c'est du « clé en main ». « Nous payons même les factures et ce n'est qu'après réception des travaux que nous re-factorons aux communes la part qui n'est pas couverte par les subventions », poursuit Ellin Halbeher.

« C'est le même procédé que nous reproduisons en

ce moment pour la rénovation de l'éclairage public », souligne Leïna Lafronière. Les anciennes lampes sont remplacées par des LED moins énergivores, et l'installation d'armoires de commande intégrées, voire de capteurs qui augmentent automatiquement l'intensité lumineuse lorsqu'une personne est détectée, permet de réduire la pollution lumineuse. Un autre aspect de la démarche environnementale entreprise par la CACL.



©INGEKO



Economie

# UN HOT SPOT DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

**Voltalia**, pionnier des énergies renouvelables en région ultramarine, va doubler sa production électrique en mettant en service la plus grande centrale biomasse du territoire en 2025, et dynamiser la filière bois avec un projet de territoire qui fait sens.

Texte Mathieu Rached - Photo Voltalia



## La centrale biomasse de Sinnamary opérationnelle

« Voltalia, acteur des énergies renouvelables en Guyane depuis 2005, annonce avoir procédé à l'allumage de la chaudière de sa centrale biomasse de Sinnamary d'une capacité de 10,5 mégawatts, avec succès le mardi 1er avril 2025. » Le communiqué

de presse a largement été repris par la presse locale, saluant une étape décisive de la mise en service de la plus grande centrale biomasse de Guyane.

Le « premier feu chaudière » constituait donc une des étapes clés : il s'agissait de la première combustion, accompagnée de la première montée en pression et en température de la chaudière. Cette phase précède ainsi le début d'injection d'électricité sur le réseau guyanais

dans quelques semaines. Les installations situées sur le site de Petit Saut seront mises en service courant 2025 et produiront ainsi jusqu'à 80 gigawattheures d'électricité par an.

L'enjeu n'est pas des moindres, Voltalia qui produisait jusqu'à présent 8 % de l'électricité nécessaire aux besoins du territoire (industrie, entreprises, particuliers...) va ainsi doubler cette capacité.

## Acteur majeur depuis 2005

Cette montée en puissance constitue un jalon de plus dans l'histoire de l'entreprise installée depuis 20 ans sur le territoire guyanais. Engagée pour un développement local durable, l'entreprise a concrétisé la réalisation d'importants projets qui ont contribué à transformer le paysage énergétique de la région. Centrales solaires, centrales biomasse, infrastructures hydroélectriques et de stockage... Voltalia exploite plusieurs unités de production d'électricité renouvelable adaptées localement aux ressources endogènes de la Guyane, et qui produiront en 2025 l'équivalent d'environ 16 % de la consommation en électricité du territoire avec la mise en service de la centrale biomasse de Sinnamary.

## Filières bois et énergie

Cette centrale présente la particularité de s'inscrire dans un projet plus global, le Pôle Scierie et Energie de Petit Saut, porté par Voltalia et sa filiale Triton Timber. Ce pôle, d'un investissement de plus de 200 millions d'euros, consiste à valoriser localement une partie de la ressource perdue en bois immergé du lac de Petit Saut.

« D'un côté la société française Triton Guyane, spécialisée dans l'exploitation des forêts immergées, développe le projet de récolte et de valorisation des bois, afin de répondre notamment à la demande croissante en bois d'œuvre sur le territoire guyanais grâce au Pôle Scierie », détaille Arnaud Flament, directeur Voltalia Guyane. « En parallèle, la centrale biomasse a pour objectif de valoriser en énergie électrique les variétés non appropriées à la transformation en scierie ».

La démarche permettra de produire environ 9 000 m<sup>3</sup> par an de bois de construction grâce à la scierie, et générera jusqu'à 8 % par an des besoins en électricité du territoire. Les effets en matière de ressources humaines et dynamique du marché du travail sont tout aussi parlants avec « la création de plus de 90 emplois directs locaux pour la phase d'exploitation » afin de faire fonctionner ce nouveau hot spot industriel de Sinnamary. Le 1er avril, le premier allumage de chaudière n'avait rien d'un détail, il confirmait l'amorce d'une nouvelle activité économique, avec une durée d'exploitation de 25 ans.



Arnaud Flament (en arrière plan, 4<sup>ème</sup> en partant de la gauche) et les équipes Voltalia aux côtés des stagiaires de la promotion 2024.

## 40 TECHNICIENS FORMÉS D'ICI 2027 !

Conjointement à la montée en puissance des centrales biomasse sur le territoire, s'accroît le besoin en formation et compétences spécifiques. Lancée en 2024, la formation d'Initiative Locale\* de « Technicien d'exploitation de centrale biomasse » a permis de former une dizaine d'étudiants afin qu'ils puissent prétendre à un poste dans l'une des 5 centrales du territoire, à Cacao, Kourou, St Georges, Monsinery et Sinnamary. Trois autres promotions de 10 stagiaires sont prévues jusqu'en 2027, dans la perspective d'une intégration professionnelle de 40 nouveaux techniciens. « Le dispositif fonctionne », s'enthousiasme Arnaud Flament, directeur de Voltalia Guyane. « Parmi la première promotion, un jeune est déjà embauché en CDI dans nos équipes, deux poursuivent en alternance, et d'autres se projettent pour revenir en Guyane après la poursuite de leur cursus dans l'hexagone », détaille Laetitia Samson-Emmanuel, HR Business Partner Voltalia Guyane. Entre mai et juin 2025, Voltalia accueillera 5 nouveaux stagiaires sur ses installations biomasse.

\*La formation est dispensée au sein des deux établissements partenaires, le SENAI à Macapa au Brésil et le Campus MqX B2E en Guyane, pendant 9 mois, et inclut un stage. Le financement de la formation est assuré par la CTG, le rectorat de Guyane et par les industriels de la biomasse en Guyane.



# « MIEUX S'ORGANISER CE N'EST PAS SEULEMENT GAGNER DU TEMPS, C'EST REPRENDRE LES COMMANDES »

Parce qu'aucune semaine ne se ressemble, Karline Guillaume est passée experte dans l'art de maîtriser son temps. Mieux ! Avec **Level Up FWI**, elle forme désormais les professionnels à ses méthodes, peaufinées sur le terrain.

Texte Floriane Jean-Gilles – Photo Skylarkpictures

## La 1<sup>re</sup> vidéo que tu as postée sur le compte Instagram de Level Up, traitait de détox mentale, pourquoi est-il essentiel de commencer par là ?

Parce que notre cerveau n'est ni un disque dur ni un cloud ! (rires) D'ailleurs, je dis systématiquement aux professionnels, en début de coaching, d'écrire ce qu'ils ont en tête avant de commencer. C'est la condition pour avoir l'esprit clair et disponible et créer les conditions pour accueillir de nouvelles méthodes. C'est une façon de structurer ses tâches et ses pensées. Il faut imaginer notre cerveau comme une jauge : elle a ses limites. C'est pour cette raison qu'il est essentiel de ne pas nous surcharger d'informations. Dès que je suis tentée de retenir quelque chose, je le note. J'ai donc aussi vite compris les limites du papier !

## Adieux stylos, carnets et feuilles volantes ?

Je suis navrée pour les amoureux du papier (rires), mais le papier c'est bien pour poser les idées, pas pour piloter efficacement une activité ! Les outils numériques sont bien plus efficaces. Ils permettent de centraliser les informations, de suivre les projets en temps réel ou encore de partager instantanément les notes d'une réunion sans attendre un compte-rendu. Toute l'équipe à le même niveau d'information, cela permet d'être plus réactif.

## Quelles sont les méthodes d'organisation que tu classes en haut de ta liste ?

Il y en a deux. La matrice d'Eisenhower que je résumerai ainsi : « L'urgent vole le temps, l'important le rend ». Il est hautement dangereux pour un chef d'entreprise de confondre urgent et important, mais combien sont aujourd'hui capables de faire la différence ? La matrice d'Eisenhower est un outil aussi puissamment simple que puissamment efficace, quand on le met en pratique. La deuxième méthode est celle du time blocking, que je résumerai en empruntant l'expression à Jessy Ambrosine : « Le temps qu'on n'a pas, s'écrit ». En d'autres termes, le temps dont tu as besoin doit être écrit quelque part pour le matérialiser. L'idée est de planifier, dans son agenda, des créneaux dédiés

à une tâche spécifique, avec une redondance. Le time blocking est, pour moi, un concept incontournable. C'est un engagement envers soi-même, envers son entreprise et ses collaborateurs, car il impose une autodiscipline. Sans cette méthode, Level Up FWI n'aurait pas vu le jour !

## Justement, comment est né le projet Level Up FWI ?

J'ai pris la décision de lancer Level Up FWI en juin 2024, mais cela faisait déjà quelques temps que le projet germait dans mon esprit, car mes collaborateurs et mes clients soulignaient souvent la rigueur de mon organisation. Et, jusqu'alors, je n'en avais pas conscience. Cette année-là, je suis partie en vacances, après le Festival, me disant que je ferais de ce projet ma priorité à mon retour mi-août. La méthode du time blocking m'a permis d'ancrer le projet dans mon agenda, tous les mardis matin, et je n'ai raté aucune session de travail entre mi-août et octobre, date à laquelle j'ai lancé Level Up FWI. Ce qui me plaît le plus, c'est de transmettre des théories éprouvées sur le terrain, ce qui marche dans les entreprises martiniquaises. Mieux s'organiser ce n'est pas seulement gagner du temps, c'est reprendre les commandes de son business. Depuis octobre, j'ai accompagné une trentaine de dirigeants et entrepreneurs et organisé plusieurs masterclass.

## Quelle est la prochaine étape ?

Je fais 100 % de présentiel aujourd'hui, mon prochain challenge est de mettre en place des formations digitales. D'ici le 2e semestre, les masterclass basculeront en digital, pour rendre ces méthodes accessibles au plus grand nombre et vulgariser des concepts qui permettent de gagner en clarté et en efficacité. D'ailleurs, l'organisation n'est que la première brique, on parlera personal branding, communication et conseil en événementiel... tout ce qui permet de faire monter le niveau de nos entreprises antillo-guyanaises. Au fond, Ewag et Level Up FWI, c'est comme une évidence, car nous partageons une vision commune : accompagner les professionnels et valoriser les entreprises dans une dynamique d'excellence !

À suivre.



Karline Guillaume, consultante en organisation et fondatrice de Level Up FWI.

- EXPERTISE



Banque

# « NOTRE ATOUT, C'EST D'AVOIR UNE PROXIMITÉ EN RURALITÉ »

Après la Martinique, Frédéric Guyonnet, président du **syndicat national de la banque et du crédit** (SNB/CFE-CGC) était en Guadeloupe, du 19 février au 4 mars. L'occasion de faire le point avec lui sur les mutations du secteur bancaire et les spécificités de nos territoires.

Texte Alix Delmas - Photo Lou Denim



Frédéric Guyonnet, président du syndicat national de la banque et du crédit (SNB/CFE-CGC)

**Après la Martinique, vous êtes aujourd'hui en Guadeloupe, quel premier constat faites-vous ?**

**Frédéric Guyonnet :** En tant que président du SNB, je rencontre l'ensemble des salariés du réseau bancaire français. Après la Réunion, Mayotte, la Martinique l'année dernière, je suis en Guadeloupe et me rendrai prochainement en Guyane. D'abord l'insularité complique la mobilité. De plus, le secteur bancaire est très féminisé, entre 60 et 70 %. Or, de nombreuses femmes connaissent ici des situations de monoparentalité que l'on ne retrouve pas ailleurs. C'est un vrai sujet pour la mobilité mais également pour repenser l'organisation du temps de travail, notamment le télétravail qui est peu utilisé ici si l'on compare avec l'Hexagone. L'autre grand sujet est bien évidemment le pouvoir d'achat.

**La concentration du secteur s'est-elle accélérée cette dernière décennie ?**

Le secteur bancaire est en profonde mutation depuis plusieurs années. Les banques 100 % locales n'existent plus. J'ai suivi la fermeture de la Banque des Caraïbes en 2023 ; le Crédit Martiniquais, la Banque de Guadeloupe ou même la Banque des Antilles Françaises ne sont plus. Les banques en ligne disparaissent à leur tour petit à petit. Les six grands groupes bancaires français que sont BPCE, Crédit Mutuel-CIC, BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et la Banque Postale représentent à eux seuls 98 % du marché. Aussi, parmi les 10 premières banques européennes, 5 sont françaises. La spécificité de nos banques, c'est un maillage du territoire important. Elles ont cet atout d'avoir une proximité en ruralité et d'apporter de l'attractivité au territoire.

**Vous avez publié en début d'année, une enquête triennale sur les risques psychosociaux. Quels résultats prévalent aux Antilles-Guyane ?**

Ici plus qu'ailleurs parmi les répondants ressortent le problème du pouvoir d'achat, un manque d'autonomie dans son travail, et les incivilités, plus nombreuses et plus violentes. Le département où il y en a le plus par nombre d'habitants est la Guyane.

A contrario, hors enquête, un point positif ici, est le fort taux d'utilisation des agences bancaires par les clients. C'est positif, car le maillage du territoire, c'est aussi ce qui fait l'emploi. Le secteur bancaire est l'un des plus adaptables à l'intelligence artificielle. Certains métiers disparaissent, d'autres se créent. Le nombre de salariés du secteur bancaire a augmenté de 2 % cette année et 2 % l'année dernière. À l'échelle du pays, ce sont 400 000 emplois.

Nous avons, je crois, un rapport à l'argent différent de celui des anglosaxons, s'ils peuvent traiter des dossiers de crédit immobilier ou de successions à distance ; chez nous, ce n'est pas possible, le contact humain et la confiance sont essentiels, surtout quand il y a des sujets émotionnels.

**Roca**

Notre contribution à un avenir plus durable pour tous

 D'un seul geste, économisez l'eau et l'énergie

**Cartouches**  
Limiteur de température (usage domestique) "Economie d'énergie et sécurité enfant"

**Limiteur de débit sensible**  
Un système de limiteur de débit sensible permet de différencier la zone de débit économique de celle de grande consommation. En levant la poignée pour obtenir davantage de débit, une butée élastique offrant une légère résistance signale que l'on passe à la zone de débit maximal.

**Aérateurs / Limiteurs de débit**  
Une grande partie de nos robinetteries peuvent être équipées d'un aérateur limiteur de débit qui permet d'atteindre une économie finale pouvant aller jusqu'à 65% !  
Limiteurs de débit  
Toutes nos robinetteries douche et bain-douche peuvent être équipées d'un limiteur de débit, à installer entre la robinetterie et le flexible de douche.

 **D.P.S**  
PLOMBERIE / SANITAIRE  
ASSAINISSEMENT

ZI.Terca - Carrefour du Livot - MATOURY - Tel. 05 94 35 09 89



Banque

# POURQUOI S'INTÉRESSER À L'ÉPARGNE SALARIALE ?

L'épargne salariale est un outil dynamique pour attribuer de la rémunération supplémentaire sans augmenter sa masse salariale. Beaucoup de salariés ignorent qu'ils ont accès à ces dispositifs. Le point avec Michel Louisor, directeur de la Caisse de **Crédit Mutuel** de Saint-Martin.

Texte avec notre partenaire

## Quelles entreprises peuvent mettre en place les dispositifs d'Épargne salariale :

Toutes les entreprises quel que soit leur statut juridique ayant au moins un salarié au sens du code du travail

## Salariés, dirigeants de PME... qui peut en bénéficier ?

- Tous les salariés, avec la possibilité pour l'entreprise de mettre en place une condition d'ancienneté de 3 mois.
- Les dirigeants mandataires sociaux ou non dans les entreprises de 1 à 250 salariés
- Les conjoints-collaborateurs.

## Quelles formes peut-elle prendre ?

Les Plan d'épargne entreprise (PEE) et les Plans d'épargne retraite collectifs (PERECOL) sont les véhicules mis en place dans le cadre de l'épargne salariale.

## Comment peuvent-être alimentés les PEE et PERECOL ?

- Par des versements volontaires ;
- Par la mise en place d'accords d'intéressement ;
- Par la mise en place d'accords de participation ;
- Par le versement de la prime de partage de la valeur ;
- Par les transferts de PEE et PERECOL.

## PEE, PER... Comment choisir le bon dispositif ?

Nous préconisons la mise en place de PEE et PERECOL car ce sont des dispositifs complémentaires offrant plus de choix aux bénéficiaires (épargnants) et permettant d'optimiser les avantages fiscaux et sociaux.

Le PEE permet d'épargner pour financer des projets à moyen terme (achat immobilier, études des enfants...) et le PERECOL est un plan d'épargne en vue de la retraite.

## Qu'est-ce qui différencie intéressement et participation ?

- L'intéressement est un outil de motivation sur

mesure qui va associer le versement de primes à la réalisation d'objectifs définis dans le cadre d'un accord d'intéressement. Les salariés sont donc associés aux performances et aux objectifs de l'entreprise.

- La participation est un dispositif obligatoire à partir de 50 salariés (la loi fixe les conditions de calcul du seuil de 50 salariés) qui attribue un pourcentage du bénéfice aux salariés dans le cadre d'un accord de participation. Les entreprises de moins de cinquante salariés peuvent mettre en place si elles le souhaitent un accord de participation.

## Quid des plans d'épargne PEE (Plan d'épargne entreprise) et PER (Plan d'épargne retraite) ?

- Le PEE est une solution d'épargne à 5 ans en années glissantes qui permet aux bénéficiaires (salariés et dirigeants) de se constituer un portefeuille de valeurs mobilières avec l'aide de l'entreprise. Le législateur fixe des cas de force majeure permettant la sortie anticipée des PEE. Au terme des 5 ans les sommes sont disponibles et exonérées d'impôts sur les revenus.
- Le PERECOL est une solution d'épargne à vocation de retraite constituée sous forme de portefeuille de valeurs mobilières avec l'aide de l'entreprise. Le législateur fixe des cas de force majeure permettant le déblocage anticipé des sommes placées sur le PERECOL. À la retraite, l'épargnant peut choisir sa sortie : en capital, en rente ou panachage capital et rente.

## Quels sont les avantages fiscaux et comment en tirer profit ?

L'abondement de l'employeur est un vrai coup de pouce ! Maximisez votre versement pour en profiter au maximum. L'abondement est la possibilité pour l'entreprise d'effectuer un versement complémentaire au versement de l'épargnant. Cet abondement est versé en exonération de charges sociales dans des limites fixées par le législateur. Il permet un effet de levier pour l'épargnant car il vient gonfler son versement initial et les revenus générés sont exonérés d'impôt à la sortie. Gagnant - gagnant.



Professionnels

Attirez, motivez et fidélisez vos collaborateurs avec nos solutions d'Épargne Salariale.

Les investissements effectués dans les dispositifs d'épargne salariale peuvent présenter un risque de perte en capital.

Contrats souscrits auprès de Crédit Mutuel Epargne Salariale.  
Crédit Mutuel Epargne Salariale, Entreprise d'investissement agréée par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), Société anonyme au capital de 13 524 000 euros dont le siège social est 12, rue Gaillon - 75107 Paris cedex 02 - 692 020 878 RCS Paris - TVA intracommunautaire FR67692020878, Inscrit à l'ORIAS sous le numéro 17 003 947 (www.orias.fr).  
Crédit Mutuel Epargne Salariale est une entité de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.  
Caisse Fédérale de Crédit Mutuel, société coopérative à forme de société anonyme au capital de 5 458 531 008 euros, 4 rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen, 67913 Strasbourg Cedex 9, RCS Strasbourg B 588 505 354.

Crédit photos : Gettyimages.



Assurance

# 5 BONNES PRATIQUES POUR DÉCLARER UN SINISTRE !

Souscrire une bonne assurance pour protéger toute votre famille est essentiel, mais lorsqu'un sinistre survient, certaines erreurs peuvent retarder l'indemnisation. **Le comité des assureurs des Antilles-Guyane (CAAG)** dresse la liste des cinq actions principales à respecter.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim



## 1. Déclarer son sinistre dans les délais

Vous êtes victimes d'un dégât des eaux, d'un incendie, d'un accident, d'un vol ? Prenez le temps de bien relire afin de connaître le délai de déclaration de sinistre fixé par votre assureur. La réglementation prévoit un délai de 2 jours en cas de vol et 5 jours ouvrés pour tous les autres cas.

*Déclarez immédiatement votre sinistre via l'application mobile de votre assureur, par téléphone ou en ligne.* ✓

## 2. Respecter le formalisme exigé

Un dossier mal renseigné ralentit l'examen de votre demande. Excepté en matière d'assurance de dommages ouvrage, il n'existe aucun formalisme pour effectuer votre déclaration de sinistre. Un mail, un SMS, un courrier simple ou un appel téléphonique pourraient suffire. En pratique, mieux vaut effectuer votre déclaration par lettre recommandée avec avis de réception afin de pouvoir apporter la preuve de votre envoi, en cas de contestation.

*Rassemblez dès la déclaration les photos, factures, devis, témoignages* ✓

## 3. Compter sur l'expertise de votre assureur

Ne négligez pas l'expertise de votre assureur. Si une expertise est nécessaire et que vous tardez à la programmer, votre indemnisation prendra plus de temps.

*Facilitez la visite de l'expert et préparez tous les documents demandés* ✓

## 4. Respecter les conditions du contrat

Le contrat d'assurance obéit aux principes généraux énoncés dans le code civil mais il fait l'objet, en outre, d'une réglementation particulière. Si vous n'avez pas respecté les mesures de sécurité exigées (ex : absence d'alarme pour un vol), l'assureur peut réduire ou refuser l'indemnisation.

*Relisez bien votre contrat et suivez les recommandations imposées* ✓

## 5. Accepter une indemnisation sans vérification

L'indemnisation proposée peut être inférieure aux dommages réels. Une fois acceptée, elle est souvent définitive. Si vous avez un désaccord avec votre assureur, il faut essayer de résoudre le différend avec les services de la compagnie (conseiller, service clientèle). Si le litige persiste, vous pouvez saisir le médiateur de l'assurance ou de la justice.

*Vérifiez l'offre, comparez avec vos évaluations et demandez une contre-expertise si nécessaire.* ✓

Comité des Assureurs Antilles-Guyane  
 @Comité des assureurs Antilles-Guyane  
 secretariatcaag@gmail.com



N°1 - Avril 2025

# RIMÉD+

Le mag santé qui nous ressemble

**PEAU**  
Le vitiligo, maintenant ça se soigne

**PLANTE**  
Un chardon béni des cieux

**DOSSIER SPÉCIAL**  
Mon diabète je le gère !

By EWAG

Le seul magazine 100 % santé des Antilles-Guyane.  
 Disponible en pharmacie et lieux de santé.

@Rimédbyewag

Pour recevoir en avant-première toutes les infos du mag santé

SCANNEZ-MOI



Carte blanche à bonfilon.info

# ET SI ON REMPLAÇAIT LA LETTRE DE MOTIVATION PAR... ?

« Je suis très enthousiaste à l'idée de mettre mes compétences au service de votre entreprise », « Je suis volontaire et motivé », « Je suis convaincue que mes compétences seront un atout pour votre structure », « Il me semble que ce poste est fait pour moi », etc. Vous êtes fatigué de lire ces traditionnelles phrases pleines d'entrain et de confiance en soi dans les lettres de motivation que vous recevez ?

Texte Axelle Dorville, rédactrice chez bonfilon.info

Vous êtes frustré à l'idée de rencontrer un énième candidat qui ne correspond malheureusement pas à vos attentes malgré un CV vendeur et une lettre de motivation parfaite ?

Peut-être est-ce le moment de tester des alternatives à la lettre de motivation, qui ne permet pas toujours de présumer de la motivation réelle du candidat et de sa personnalité.

## UN FORMULAIRE DE QUESTIONS

Aussi simple qu'efficace, cette alternative permet de ne rien laisser au hasard en posant LES questions auxquelles vous souhaitez une réponse pour présélectionner les candidats. À toutes fins utiles, voici une proposition de trame de questions :

- Qu'est-ce qui vous attire dans ce poste ?
- Qu'est-ce qui vous plaît dans ce secteur d'activité ?
- Quels éléments de votre expérience (académique, professionnelle, de loisirs) seraient pertinents pour ce poste selon vous ?
- Qu'avez-vous pu réaliser de notable qui pourrait être utile pour ce poste selon vous ? (n'hésitez pas à illustrer avec des chiffres et/ou des exemples concrets)
- Que vous imaginez-vous accomplir à ce poste ?
- Comment vous projetez-vous à cinq ans ?

Ces questions étant déjà traitées en amont de l'entretien, celui-ci pourra s'organiser autour d'un cas pratique, d'une mise en situation ou simulation réelle.

## UNE PRÉSENTATION EN DIAPOSITIVES

De nombreuses professions mobilisent des compétences semblables, dites compétences transférables : organiser des idées, structurer une prise de parole, gérer des projets, avoir un esprit de synthèse, démontrer une vision créative, à titre d'exemple. Afin de sortir de l'exercice éculé de la lettre de motivation, pourquoi ne pas demander une présentation visuelle ? Cela pourra permettre de tester les compétences transférables du candidat, tout en découvrant son profil de façon plus ludique. Il peut être nécessaire d'indiquer les grands sujets devant apparaître dans la présentation afin de mieux cadrer l'exercice : portfolio, description de projets, recommandations de précédents employeurs, etc.

## UN « PORTRAIT CHINOIS » EN VIDÉO

Le format vidéo a l'avantage de permettre au candidat d'incarner son CV et de révéler un peu de sa



personnalité. C'est l'occasion pour l'employeur qui recrute de découvrir le candidat sous un angle un peu moins formel que l'entretien, avant la prochaine étape du processus de recrutement.

Contrairement au formulaire de question dans lequel les candidats peuvent se raconter en longueur, le format vidéo invite lui à être plus concis et direct. Tout comme le portrait chinois d'ailleurs ! Alors pourquoi ne pas s'appuyer sur le meilleur de ces deux formats ? Voici quelques prompts qui pourraient être utilisés et leur intérêt :

- Pour identifier si vous pouvez offrir une expérience similaire : si j'étais une seule de mes expériences professionnelles, je serais... car...
- Pour se projeter dans les projets possibles avec ce candidat : si j'étais un de mes projets les plus remarquables, je serais... car...

- Pour se faire une idée de la connaissance du secteur : si j'étais un concept lié à [secteur d'activité], je serais... car...
- Pour un aperçu de la personnalité : si j'étais une qualité au travail, je serais... / si j'étais une citation, je serais... car...
- Pour un aperçu des valeurs : si j'étais une cause, je serais... car...
- Pour évaluer a minima la compréhension du poste proposé : Si j'étais un animal représentant ce poste, je serais... car...
- Pour les métiers créatifs et de la communication : si j'étais un livre/un film/un réseau social, je serais... car...

Si le recrutement peut être un exercice difficile et décevant, expérimenter ces alternatives à la lettre de motivation pourrait révéler de (bonnes) surprises.



RETROUVEZ PLUS  
DE CONTENUS  
SUR L'EMPLOI SUR  
BONFILON.INFO

bonfilon  
by EWAG

ANTILLES-GUYANE  
contact@bonfilon.info



Tendance au travail

# CHÔMAGE DES SÉNIORS

## LA NOUVELLE DONNE

Depuis le 1<sup>er</sup> avril, les mesures de la convention d'assurance chômage, actée mi-décembre, sont entrées en application. Afin de tenir compte de la réforme des retraites de 2023, de nouvelles règles d'indemnisation impactent les séniors. Texte Sarah Balay - Photo Getty Images



### EN CHIFFRES

- > En 2023, **58,4 %** des personnes âgées de 55 à 64 ans avaient un emploi, contre 82,6 % de celles âgées de 25 à 49 ans (ministère du Travail, 2024).
- > Le taux d'emploi des séniors, en France, demeure inférieur à la moyenne relevée dans l'Union européenne, qui est de **63,9 %** (ministère du Travail, 2024).
- > Un senior demandeur d'emploi met **6 mois** de plus à retrouver un emploi (France Travail).
- > D'après le baromètre Landoy-Ifop (2024), **64 %** du panel interrogé juge qu'avoir 50 ans ou plus constitue un inconvénient aux yeux des recruteurs.

### Pourquoi cette réforme ?

Cette réforme, applicable depuis le 1<sup>er</sup> avril, est une conséquence logique du report de la retraite de deux ans, de 62 à 64 ans. Les salariés sont censés rester deux ans de plus en emploi. Il s'agit là de mesures d'économie importantes pour France Travail car, contrairement aux plus jeunes, les séniors épuisent souvent la totalité de leurs droits. Ces nouvelles règles soulèvent toutefois des interrogations, puisqu'elles impactent une population déjà vulnérable face aux difficultés du marché du travail.

### L'âge minimum relevé

L'une des mesures clés de la réforme de l'assurance chômage porte sur l'âge d'accès aux dispositifs spécifiques destinés aux séniors. Actuellement fixé à 53 ans, cet âge est relevé à 55 ans. Résultat : les demandeurs d'emploi âgés de 53 ou 54 ans ne

pourront plus prétendre à une durée d'indemnisation prolongée (22 mois et demi) dont ils bénéficiaient jusqu'ici pour compenser le fait qu'il est généralement plus difficile pour eux de retrouver un emploi. Ils sont désormais alignés sur le régime général avec une durée maximale de 18 mois d'allocation chômage. La durée d'indemnisation est de 22,5 mois pour les allocataires de 55 et 56 ans et de 27 mois pour ceux de 57 ans et plus.

### Un calcul d'indemnité défavorable

La réforme prévoit également du changement quant à la période de référence utilisée pour calculer les indemnités chômage. Au lieu de 36 mois auparavant, ce sont les 24 derniers mois de salaire (au même titre que tous les autres demandeurs d'emploi) qui seront pris en compte. Le calcul pourrait, dans certains cas, s'avérer moins avantageux.

## 8 CONSEILS POUR TROUVER UN EMPLOI APRÈS 50 ANS

### 1. FAIRE DE SON ÂGE UN ATOUT

Qui dit sénior, dit expérience, expertise, stabilité, sagesse, capacité à organiser le travail, à manager les équipes.

### 2. AVOIR LES BONS ARGUMENTS FACE AUX IDÉES REÇUES

(salaire, nouvelles technologies...) en insistant sur ce que l'on peut apporter à l'entreprise.

### 3. STRUCTURER SON CV VIA DES BLOCS COMPÉTENCES

(accueil client, gestion de projet, animation commerciale, management...).

### 4. CIBLER LES ENTREPRISES QUI RECRUTENT DES SÉNIORS

(PME, TPE plutôt que grands groupes).

### 5. ACTIVER SON RÉSEAU PROFESSIONNEL

via d'anciens collègues ou les réseaux sociaux tels que LinkedIn.

### 6. SE FORMER AU DIGITAL, pour rester à la page.

### 7. RESTER OUVERT, élargir son spectre de recherches.

### 8. SE FAIRE ACCOMPAGNER (France Travail, APEC, associations spécialisées).

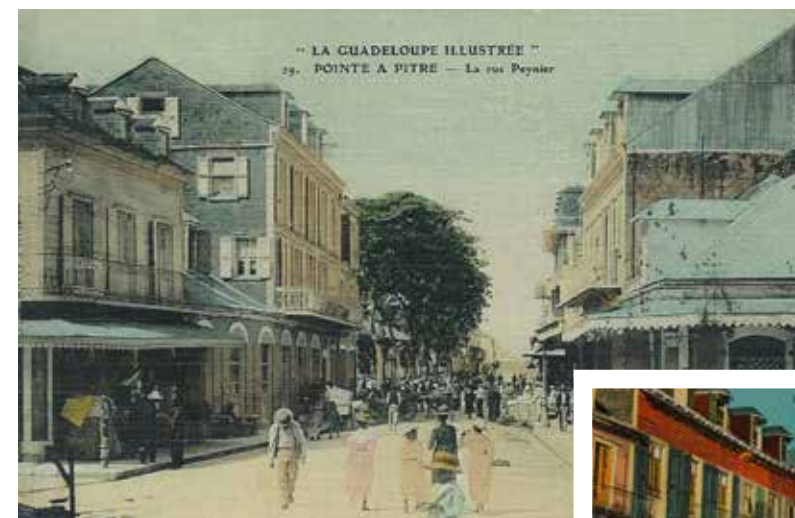
(Source : France Travail)



# Préserver le souvenir

L'itinéraire du mois s'apparente à une chasse au trésor. Des œuvres précieuses sont enfouies dans les méandres de nos archives territoriales et départementales. Rarement exposées ou parfois disponibles uniquement à la consultation, dans le cadre de recherches, de nombreux documents sont aujourd'hui numérisés et accessibles au plus grand nombre. Collections de photographies ou de cartes postales, correspondance, périodiques et revues, ouvrages historiques et registres plusieurs fois centenaires sont les traces indélébiles de notre histoire, mémoire de notre patrimoine.

Texte Floriane Jean-Gilles



## GUADELOUPE LA COLLECTION DE CARTES POSTALES ANCIENNES

Les premières cartes postales illustrées apparaissent, en Guadeloupe, au début des années 1900. 1 916 cartes illustrant les 34 communes guadeloupéennes composent la collection, qui n'est pas close. Artisanat, agriculture, paysages, faune, célébration, individus... les cartes postales sont des chroniques de la vie quotidienne. Entre 1900 et 1901, l'imprimeur Pierrefort, l'éditeur Dolivet ainsi que les photographes Edgard Littée « Phos » et Le Boucher sont identifiés comme les pionniers du secteur. Un peu plus tard, à partir de 1907 jusqu'en 1910, l'éditeur Caillé, installé à Pointe-à-Pitre, édite une collection d'environ 300 cartes intitulée « La Guadeloupe illustrée ».

Archives départementales de la Guadeloupe  
Bisdary  
97113 Gourbeyre



Quartier d					
NOM	PRENOM	AGE	SEXE	DATE	REMARQUES
1	Alcal	...	...	...	...
2	Alcal	...	...	...	...
3	Alcal	...	...	...	...
4	Alcal	...	...	...	...
5	Alcal	...	...	...	...
6	Alcal	...	...	...	...
7	Alcal	...	...	...	...
8	Alcal	...	...	...	...
9	Alcal	...	...	...	...
10	Alcal	...	...	...	...

## GUYANE LES REGISTRES NOMINATIFS D'ESCLAVES

Fin 2023, les registres nominatifs d'esclaves ont été exposés pour la 1<sup>re</sup> fois, à Rémire-Montjoly. Un patrimoine documentaire exceptionnel, répertorié « Mémoire du monde » par l'UNESCO, qui rassemble l'état civil des esclaves entre 1834 et 1848, les registres de déclarations de marronnage et d'affranchissement. Y sont également consignés les avis de naissances, baptêmes, mariages et décès. Ces registres ont été rapatriés en Guyane en 2022, après avoir été conservés dans l'Hexagone à partir de 1956. Les registres de marronnage consignent des détails tels que le prénom du marronneur, le signalement et les circonstances d'évasion, le nom et qualité des maîtres, le lieu d'où le marron est parti, la date de déclaration du marronnage et, éventuellement, les lieux et date de rentrée, de capture ou de mort du marron, ainsi que le nom du capteur.

Archives territoriales de Guyane  
85, avenue Jean-Marie Michotte  
97354 Rémire-Montjoly

## MARTINIQUE CODE DE LA MARTINIQUE



Le 27 avril 1767, de Peinier, alors intendant de la Martinique, rédige une lettre autorisant l'impression du Code de la Martinique. L'ouvrage est imprimé à Saint-Pierre, sous les presses de Pierre Richard, imprimeur du roi. C'est, à ce jour, le plus ancien ouvrage connu imprimé en Martinique. Un livre aussi rare que précieux de 552 pages, où sont consignés, par ordre chronologique, les actes législatifs de mars 1642 (Edit du roi, concernant l'établissement de la Compagnie des îles de l'Amérique) au 9 novembre 1754 (Arrêt du conseil souverain, concernant les orfèvres). Il y est aussi question de l'église, de l'armée, des finances, du commerce, de la marine, de la justice et de la police. L'ouvrage a été réédité en 1807.

Archives Territoriales de Martinique  
19, avenue Saint-John Perse  
Tartenson  
97200 Fort-de-France





# 02

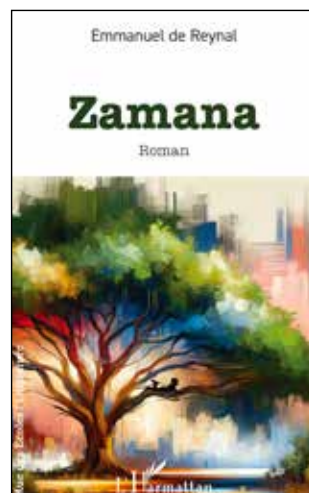
LIFESTYLE

## Page à page



LITTÉRATURE  
avec Claire Richer

Découvrez la sélection littéraire d'avril, en partenariat avec Zitata TV.



### ZAMANA

Emmanuel de Reynal, éditions l'Harmattan, 2024.

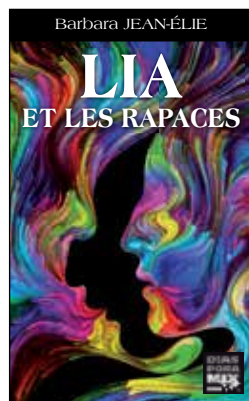
Zamana est le nom d'un arbre majestueux, le roi de la forêt. Celui planté au cœur d'une habitation créole, au début du XIXe siècle, dans le Nord de la Martinique, est l'observateur imperturbable des mouvements de femmes et d'hommes qui se succèdent au fil du temps et animent la propriété, des cycles successifs de croissance et de déclin qui rythment l'économie des habitations, des intempéries naturelles qui ravagent l'île comme les cyclones et l'éruption de la Montagne Pelée. Avec une grande sagesse, le zamana porte un regard curieux, fasciné, quelquefois interrogateur, sur les choix et la vie des humains qui semblent être sans racines. Zamana est aussi un bel hommage aux valeurs de solidarité et d'entraide qui règnent au sein du monde de la nature. Un appel à une prise de conscience pour plus d'écologie et ramener l'humain à plus d'humilité.



### LIA ET LES RAPACES

Barbara Jean-Élie, éditions DiasporaMix, 2024.

L'histoire de l'amitié de deux jeunes adolescentes, Lia et Léa, qui se découvrent et évoluent ensemble, à la Martinique, entourées de leurs amis du lycée. Elles sont confrontées aux maux et difficultés de la société contemporaine, comme la drogue, le harcèlement, les réseaux sociaux, les premiers amours. Léa est la meilleure amie de Lia. Mais l'amitié n'est pas une arme absolue contre les rapaces ! Barbara Jean-Élie nous fait partager leurs joies, tourments, interrogations et incompréhensions, au sein de leur univers amical et familial, pour une meilleure compréhension du monde actuel, dans une écriture réaliste et authentique.



### HYPALLAGES

Suzanne Dracius, éditions Desnel, 2024.

Hypallages, figure de style littéraire, est le titre choisi par Suzanne Dracius pour son dernier ouvrage. Une façon de mettre en lumière l'histoire de femmes oubliées par l'histoire, des figures de femmes défigurées, transfigurées par le récit : Lumina Sophie, l'héroïne de 19 ans, qui a sacrifié sa vie à sa cause ; Suzanne Césaire, militante féministe, pionnière de l'afro-surréalisme et autrice ; Paulette Nardal, l'inventrice méconnue du concept de négritude ; la controversée Joséphine impératrice des Français et Olympe de Gouges, qui dénonce sans ambages l'esclavage. « J'écris au féminin pluriel, en féminité épanouie, qui n'est pas seulement une féminine attitude et va au-delà du féminisme, étape obligée mais transitoire. La féminité prône la certitude qu'il ne faut laisser personne nous gâcher le plaisir d'être femme », nous explique Suzanne Dracius.



# 03

LIFESTYLE

## La qualité des outils : clé d'une finition impeccable

Un bon artisan sait qu'un pinceau ou un rouleau de qualité fait toute la différence. Car une mauvaise application de la peinture ou du vernis peut nuire au rendu final, créant des traces, des bulles ou un effet inégal.

INSTANT DÉCO  
avec Chloé Lasserre



Bois, métal, mur lisse ou texturé : chaque surface requiert un outillage spécifique. Pinceaux à poils naturels pour les lasures, rouleaux microfibrés pour une application sans traces, brosses spécifiques pour les effets patinés... Bien choisir son matériel permet d'optimiser le rendu tout en facilitant le travail et en garantissant un résultat propre, homogène et professionnel.

### DES OUTILS AU SERVICE DE LA CRÉATIVITÉ

L'outillage ne sert pas uniquement à appliquer une peinture ; il est aussi un allié pour créer des effets uniques. Outre le rouleau et la brosse, qui restent les outils indispensables, il existe différents outils qui permettent de modifier

l'aspect de la peinture. Éponges, brosses à pochoir, peignes à effets... Autant d'outils qui permettent de donner du caractère à un mur, un meuble ou un objet de décoration. Ainsi, la taloche permet de donner un léger relief sur une couche de peinture épaissie tandis que la spatule apporte des nuances sur la couleur, en créant des zones plus claires que d'autres.

### DURABILITÉ ET ÉCONOMIE À LONG TERME

Investir dans des outils de qualité permet de les réutiliser sur plusieurs projets. Un bon entretien prolonge leur durée de vie et évite les dépenses inutiles en remplaçant constamment des pinceaux



usés ou des rouleaux de mauvaise qualité qui s'effiloquent. Pour la peinture à l'eau, rincer ses pinceaux à l'eau savonneuse suffit ; pour la peinture glycéro (longtemps appelée peinture à l'huile), un produit spécial est requis. Dans les deux cas, les laisser sécher avant de les ranger est indispensable. Et entre deux couches, emballer son rouleau et ses pinceaux dans du film alimentaire conservera leur souplesse jusqu'à la prochaine utilisation.

### NE PAS NÉGLIGER LE CONFORT D'UTILISATION !

Un manche ergonomique, une brosse qui retient bien la peinture sans goutter, un rouleau qui glisse sans effort... Ces détails améliorent l'expérience de décoration et permettent d'obtenir un rendu impeccable sans y passer des heures. Par exemple, un manche en bois pour un rouleau ou un pinceau est bien plus agréable à manier qu'un manche en plastique.

### LA RECOMMANDATION DE GRANBLEU

GranBleu met à l'honneur une entreprise labellisée Entreprise du Patrimoine Vivant : Ridremont et Brosserie Nouvelle, qui fabrique tous ses pinceaux et brosses à la main, un savoir-faire qui se transmet depuis 200 ans.





# 04

— LIFESTYLE

[ 45 MINUTES ]  
(ou presque)  
pour mieux comprendre

## LA PENSÉE DÉCOLONIALE VOUS AVEZ DIT « DÉCOLONIAL » ?

Colonialité, Sud global, pluriversalisme... ce nouveau lexique façonne les contours des pensées décoloniales qui interrogent la persistance des rapports de domination après les indépendances. La playlist de ce numéro interroge le terme « décolonial », qui a suscité la controverse dans le débat médiatico-politique ces dernières années.

Texte Floriane Jean-Gilles



# 05

— LIFESTYLE

[ INTERVIEW ]

## En balade avec Ludovic Louis

Ludovic Louis co-signe la bande originale du biopic Fanon, en salles depuis le 2 avril. Nous l'avons rencontré, en février, juste avant son concert unique en Martinique. Suivez le guide, et en musique !

Texte Floriane Jean-Gilles



© Stéphane Kerrad

00:00 ————— 43:00



**Afrotropiques. Pensées et pratiques décoloniales.**  
Marie-Yemta Moussanang reçoit Lissell Quiroz à la Gaîté Lyrique

Pour comprendre l'origine du mouvement. Et si vous êtes coincés dans les embouteillages... écoutez tout l'épisode – temps d'écoute totale : 1h35min



12'00

(À partir de 12'12 jusqu'à 24'08)



« La perspective décoloniale critique l'universalisme comme projet impérialiste », propos recueillis par Séverine Kodjo-Grandvaux – Le Monde

Cet article et le suivant présentent les deux postures antagonistes qui ont agité le débat autour des pensées décoloniales. Il est important d'apporter cette contradiction, et nous avons souhaité le faire via le même média.



3'00



Pierre Gaussens, sociologue : « Les études décoloniales réduisent l'Occident à un ectoplasme destructeur », propos recueillis par Youness Bousenna – Le Monde



5'00



Stéphane Dufoix, *Décolonial*, coll. Le mot est faible, Paris, anamosa, 2023 : chapitre 3 « Naissances du décolonialisme » et chapitre 8 « Vers la décolonie »

Toutefois la rédaction vous invite à lire l'intégralité de l'ouvrage si vous avez un peu plus de temps à y consacrer – temps de lecture totale : 1h. Cet ouvrage analyse comment le terme « décolonial » s'est immiscé dans le débat français et lui redonne son sens originel.



15'00



« 7 figures de l'écologie décoloniale » in *Crise écologique. Faire face à l'héritage colonial*, Clea Chakraverty, Léa Dang, Christelle Gilabert et Victoire Radenne (texte), Melek Zertal (illustrations), p. 30-33, Socialter n°66.

Les pensées décoloniales s'appliquent à tous les domaines, un exemple ici avec l'écologie.



8'00



Retrouvez  
la playlist  
complète

**[MADININA] TU VIS ENTRE LES ÉTATS-UNIS, L'HEXAGONE ET LA MARTINIQUE, QU'EST-CE QUI TE RAMÈNE TOUJOURS ICI ?**

C'est le pays ! Mes origines, ma terre... même si je suis né et j'ai grandi en Normandie, je suis Martiniquais et fier de l'être. J'ai besoin de revenir, d'être au pays, de m'en imprégner, ma famille est ici. Pour moi, c'est la plus belle île du monde.

**[SUNRISE] OÙ AIMES-TU REGARDER LE SOLEIL SE LEVER ?**

La dernière fois c'était en Guadeloupe, à Sainte-Anne. On s'est posé sur un rebord de plage. Ce que je trouve majestueux là-dedans, c'est qu'il n'y a pas un bruit hormis celui des vagues... le dieu Soleil se lève et c'est juste incroyable ! En Martinique, c'est plutôt les couchers de soleil que j'aime admirer.

**[SUNSET ON THE BEACH] OÙ VAS-TU ADMIRER LE COUCHER DE SOLEIL ?**

Sur la plage des Anses d'Arlet. Avec le clocher en toile de fond et la dame qui vend ses chichis, magique !

**[WAVES] OÙ AIMES-TU ALLER TE BAIGNER ?**

Il y a tellement d'endroits ! En partant du nord, j'aime bien le Carbet, et la plage de Schœlcher en redescendant, parce que c'est souvent là que je vois mon parrain. Ensuite, l'Anse Mitan, parce qu'on peut faire des longueurs. J'adore la plage des Anses d'Arlet, pour son décor de carte postale, l'anse Dufour, l'anse Figuier, Pointe Marin... Désolé pour la côte Atlantique, mais je suis plutôt côte Caraïbe (rires).

**[LE TEMPS] QUEL LIEU EST ASSOCIÉ À TON PLUS BEAU SOUVENIR D'ENFANCE ?**

Chez ma grand-mère, au Lamentin, à Roche Carré. Parce que c'est là que je retrouvais mes cousins. Et le

deuxième lieu important pour moi, c'est l'aéroport, quand tu débarques de l'avion, je me rappelle encore de la sensation à l'ouverture de la porte : l'humidité et l'odeur du pays. Ce parcours, de l'aéroport jusqu'aux hauteurs du Lamentin, m'a beaucoup marqué.

**[LH TO LA] QUELLE EST LA PLUS BELLE SCÈNE OÙ TU AS JOUÉ ?**

Celle qui m'a le plus marqué, c'est la scène de Las Vegas, en 2012, parce que j'ai eu la chance de jouer pour Mohamed Ali et Quincy Jones. Ce n'est peut-être pas la plus belle scène, parce que ça reste une salle de concert, mais les émotions que cette scène et ce lieu m'ont apporté ce jour-là font que c'est, jusqu'à présent, le moment le plus fort de ma carrière.

NDLR : [Morceaux issus des albums de Ludovic Louis, *Rebirth* et *If Everything is written*]



EWAG BUZZ

# Ce qu'il ne fallait pas louper !

Voici les contenus qui vous ont captivés ces dernières semaines. Des thématiques inspirantes, des personnalités marquantes, et des sujets qui résonnent avec nos territoires, (re)découvrez les moments forts qui ont marqué nos plateformes !



## LE FILM COUP DE POING MADE IN GUADELOUPE

Tourné ici, raconté par nous, Zion a électrisé son public dès l'avant-première. Suspens, émotions, authenticité : le cinéma ultramarin qui prend aux tripes. Et vous, êtes-vous allés le voir ?

31,2 k vues  
1,9 k interactions



## FACTRICE DU LIEN À MARIE-GALANTE

À Capesterre, Mirella Samson ne livre pas que du courrier : elle crée du lien. Depuis 12 ans, elle relie les gens, avec un mot doux, un sourire, une présence. Un métier du quotidien, un rôle essentiel pour toute une communauté.

32,2 k vues  
512 k interactions



## OSER TOUT À 40 ANS

À 40 ans, plus d'excuses. Karline Guillaume a foncé. Autodidacte, elle a créé son propre festival en Martinique, surmontant le syndrome de l'imposteur et les galères de financement. Une interview qui bouscule et inspire. Version longue dispo sur YouTube !

43,5 k vues  
1,3 k interactions



@EWAG.FR



Une IMPRESSION plus vraie QUE NATURE!

- Impression offset et numérique
- Création graphique

Flyers, dépliants, affiches, brochures, carnets, tickets, liasses, blocs, chemises, pochettes à rabats, pelliculage mat et brillant, tampons, gravure plaques...



Carrefour du Larivot • 97351 MATOURY • Fax. 0594 35 10 14  
Tél. 0594 29 60 90  
colorsprim973@orange.fr • www.colorsprim.com



## Les livres aujourd'hui

Si on vous demande quel est le dernier livre que vous avez aimé, vous allez donner le titre sans préciser si vous l'avez lu en format papier, en format numérique, en format audio, ou même parfois en format BD. Ce qui montre bien la diversité des livres d'aujourd'hui, absolument impensable il y a quelques années, mais peut-on encore parler de « livres » ?

Le format numérique sur « liseuse » est le plus proche du format papier avec une taille presque semblable, et comme la liseuse permet de stocker une grande quantité de livres en un minimum de place, elle possède souvent des dictionnaires intégrés, donc elle propose plus d'informations qu'un simple livre papier. Le livre audio est différent, car il permet au « lecteur », ou plutôt à l'auditeur, de pouvoir effectuer d'autres tâches en même temps : conduire, jardiner ou cuisiner. Mais est-ce que l'écoute d'un livre audio peut être considérée comme de la lecture ? On sait qu'il faut une vingtaine d'années pour former un lecteur compétent, capable de lire 280 mots par minute en les comprenant, mais aura-t-il la même compréhension à l'oral ? Si le sens d'un mot lui échappe il ne peut faire marche arrière... De plus la version audio, tout en gardant mot pour mot le texte d'origine, lui donne une voix, un accent qui peuvent changer le message. La BD est encore différente car elle « impose » ses images au lecteur, tout comme un film inspiré par un livre. En fait, il ne reste que la « trame » du livre d'origine. On devrait dire que c'est une BD « d'après » telle histoire, comme on dit que c'est un film « d'après tel roman ».

On sait que la lecture « traditionnelle » en plus d'enrichir la culture générale, développe de nombreuses facultés cognitives essentielles. Elle stimule la créativité et l'imagination en permettant de visualiser mentalement les scènes et personnages décrits. Elle améliore les capacités d'expression écrite et orale en proposant un vocabulaire riche et varié. Et surtout, elle est l'expression d'un auteur, de sa vision du monde. Pour approcher au plus près de cet auteur, il faut comprendre exactement ce qu'il a écrit, comme il l'a pensé et voulu.

C'est bien ce qu'essaient de faire tous les formats de livres : faire connaître un auteur, mais à des degrés divers. Un livre audio détaillant les sentiments complexes d'un personnage, ne sera pas perçu de la même façon si vous êtes sur une autoroute ou en train d'éplucher un oignon !!! Une BD en noir et blanc, caricaturale vous séduira moins qu'une BD aquarellée, ou bien l'inverse selon le sujet ! Autant de résultats différents à partir d'un même texte.

Cependant il y a un point commun à toutes ces lectures, comme le souligne la belle définition donnée par Victor Hugo : « Lire, c'est boire et manger. L'esprit qui ne lit pas maigrit comme le corps qui ne mange pas » On comprend que l'important, c'est de se nourrir !

Pain, fruit ou caviar, toute forme de lecture sera nourrissante...



# Formation

## E'W'AG 360°

### GUYAMAG KARUMAG MADINMAG

#### “Talents en attente : mode d'emploi”

Un dossier spécial pour valoriser les parcours de formation, de reconversion et les métiers porteurs dans nos territoires.

### MAG EMPLOI by bonfilon

#### La première revue pour comprendre le marché du travail aux Antilles-Guyane

Un nouveau support RH pour explorer les tendances de l'emploi et valoriser les pratiques des entreprises aux Antilles-Guyane, avec un dossier spécial sur le retour au pays.

### VIDÉOS

#### Les Prix de l'Impact ultramarin

Une cérémonie live sur YouTube où un influenceur remet 5 prix à des personnalités inspirantes dans les domaines du business, sport, culture, alimentation et social.

### ÉVÉNEMENT

#### Meetup

Un tour des territoires autour d'une question clé : sommes-nous prêts pour les métiers d'avenir ? Tables rondes et échanges avec des experts en Guadeloupe, Guyane et Martinique.



## Vous souhaitez communiquer ? CONTACTEZ-NOUS

GUYANE  
0694 26 55 61

GUADELOUPE / SAINT-MARTIN  
0690 37 54 82 / 0690 27 82 22

MARTINIQUE  
0696 07 62 64 / 0696 81 60 43





Quand Mia a l'âge de son premier portable. Quand il faut absolument envoyer son dossier d'inscription avant minuit. Quand on ne sait pas comment fonctionne ce téléphone. Quand on est coupé du monde et qu'il faut donner des nouvelles. Quand on a cliqué un peu trop vite mais que c'est trop tard. Quand les plans de ce week-end tombent encore à l'eau. Quand la distance n'est plus une barrière. Quand on partage un moment avec quelques amis. Quand on voudrait décrocher mais qu'on ne peut pas raccrocher. Quand on est content d'être enfin chez soi, mais qu'on ne peut pas vivre sans wifi. Quand tout est coupé mais qu'on ne veut pas perdre le fil. Quand on tire parfois la langue pour se faire comprendre. Quand on ne veut pas être à l'arrêt en attendant le bus. Orange

**est là**